

lutte **ouvrière**

Deux
ouvrages
sur
Jaurès

p. 12 et 13

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 866 - 5 janvier 1985 - prix : 6 F



LOTO

bonne

année...

pour les

marchands

d'espoir !

**Paris-Dakar :
la horde des
rouleurs de
mécanique**

p. 16

**Télévisions libres
ou
liberté de faire
des profits**

p. 5

Dans le monde

Page 7 :

- Après l'attentat du Naples-Milan : l'Etat italien n'est pas neutre.

Page 8 :

- Inde : raz-de-marée électoral, prélude à la mous-son des désillusions.
- UNESCO : les USA ne veulent pas payer pour le Tiers Monde.

Page 9 :

- Krach boursier en Israël : les fonds publics au secours des financiers.
- Mali ; Côte d'Ivoire.

En France

Page 4 :

- Un perceuteur tout feu, tout flamme.
- Union Carbide : l'assassin veut retourner sur les lieux de son crime.

Page 5 :

- Télévisions libres ou liberté de faire des profits ?
- Les vœux du père François.

Page 10 :

- Manœuvres discriminatoires contre les enfants d'immigrés.

Page 11 :

- Dans les entreprises : Chaffoteaux Saint-Brieuc ; SEP-Le Haillon Bordeaux.

Page 16 :

- Le rallye Paris-Dakar : la horde des rouleurs de mécanique.

Culture

Pages 12 et 13 :

- Livres : *Le grand Jaurès* de Max Gallo ; *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste* de Charles Rappoport.

Pages 14 et 15 :

- Livres : *Noir sur noir* de Chester Himes ; *Le der des ders* de Didier Daeninckx ; *Showbiz, l'état du spectacle*, dossier du *Canard enchaîné*.
- *Aïda*, film d'après l'opéra de Verdi.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Répression et tortures contre des opposants

Un militant du Mouvement pour la Démocratie en Algérie, Mohamed Yahiaoui, ex-détenu politique à la prison Barberousse d'Alger, nous a adressé ce témoignage sur les méthodes policières du régime algérien. Sous le régime du colonel Chadli, des opposants sont emprisonnés et connaissent la torture, comme au temps de la domination coloniale française... Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur durant la guerre d'Algérie, Lacoste, résident général à Alger, Massu, chef des paras à Alger, ont fait des émules au sein du FLN...

« Arrêté le 13 décembre 1983 à l'aéroport de Dar-el-Beida à Alger par les services de police, sur avis de recherche en raison de mon opposition au régime militaire, j'ai d'abord été interrogé pendant plusieurs heures sur les raisons de ce voyage dans mon pays... »

J'ai été interrogé pendant 22 jours et quelquefois la nuit par les services de sécurité qui se relayaient à tour de rôle.

Pendant tout ce temps je n'ai eu droit qu'à une demi-baguette de pain par jour et de boire de l'eau à même la cuvette des WC. Je couchais à même le sol, en dur, avec mes seuls vêtements pour me protéger de l'humidité de la geôle où j'étais enfermé (...)

Après deux tentatives de grève de la faim, j'ai été le 5 janvier 1984 emmené au Palais de Justice d'Alger dans un état d'extrême faiblesse, sale, amaigri, et présenté au Doyen des juges M. Benkraouch qui, en présence de deux autres magistrats, m'a inculqué d'atteinte à la « sûreté intérieure et extérieure de l'Etat » (...)

Au cours de mon isolement dans la vieille prison, à l'étage au-dessus, plusieurs militants de l'Organisation Socialiste de Travailleurs (marxistes) ont fait pendant près de 21 jours, au cours du mois de février 1984, une grève de la faim difficile et courageuse, aidés moralement par une vingtaine d'islamistes qui se trouvaient eux au deuxième étage. (...)

Les conditions de notre détention étaient très difficiles, la nourriture était constituée souvent de pois chiches pourris remplis d'asticots et de pâtes à l'eau avec un petit bout de viande par semaine. (...)

Parmi les prisonniers d'opinion, deux personnes ont été sauvagement torturées : Toulmatine Ali, membre de l'OST, roué de coups et torturé pendant plusieurs jours au « chiffon » (libéré le 8 mai 1984) ; Belhadji Ali Cheikh, religieux violemment torturé à plusieurs reprises à l'électricité et puis au « chiffon » avant d'être isolé pendant plusieurs mois à la prison de Barberousse pour être transféré par la suite à la prison de Berrouaghia où il se

trouve encore actuellement, gravement malade du cœur.

Il reste encore environ 280 prisonniers politiques répartis entre les prisons de Barberousse, d'El Harrach à Alger, de Berrouaghia, de Tizi-Ouzou, d'El-Asnom de Lambeze vers Batna et autres lieux secrets tels que la prison militaire de Blida.

Les centres de torture les plus connus sont le commissariat central d'Alger (Sûreté de la Willaya), le commissariat de Cavignac, l'état-major de la gendarmerie nationale de Bab-el-Djedid ainsi que d'autres lieux qui seront déterminés après enquête auprès d'ex-détenus. (...)

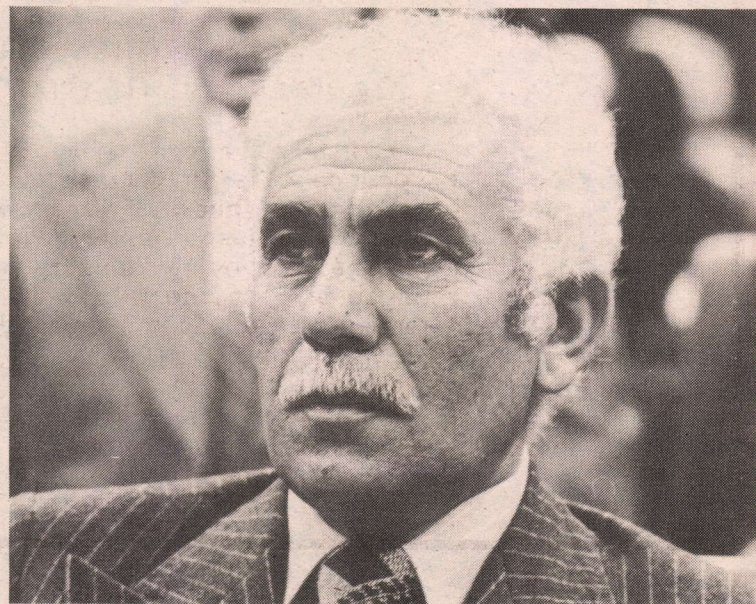
Lors de son entretien au journal *Le Monde* lors de son séjour en France en novembre 1983, le colonel Chadli, en réponse aux journalistes Paul

Balta et De La Guérivière, qui lui demandaient si les récentes arrestations en Algérie étaient des affaires politiques, a prétendu qu'il n'y avait pas de problèmes politiques et que les prisonniers étaient des trafiquants de drogue et de devises, donc des « droit commun ». (...)

Les seuls trafiquants existants sont bien Chadli lui-même et ses anciens amis Zeguar, Bouteflika, Zerguini, Abdessalam, Ben Cherif, Attaïla, Messaadia le drogué spécialiste du kif et Cie. (...)

Pour tout complément d'information, s'adresser au journal *El Badil* et aux militants du Mouvement pour la Démocratie en Algérie.

Mohamed Yahiaoui ex-détenu politique sous le N° d'écrou 2948 à la prison Barberousse (Serkadji) Alger.



Au sommaire du numéro 115 de décembre 1984 de Lutte de Classe :

- ☐ La discussion entre la LCR et Lutte Ouvrière à propos de la nouvelle politique du PCF : Différence d'analyse ou différence de pratique ?
- ☐ Un échange de correspondance entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.
- ☐ Annexe.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Loto :

Bonne année pour les marchands d'espoir

DIX millions de francs, un milliard d'anciens francs, gagnés au loto en cette tranche de Noël ! C'est, paraît-il, le record absolu, et il est vrai qu'il y a de quoi faire rêver plus d'un.

Que ne ferait-on pas de cet argent, si on était à la place de l'heureuse gagnante !

En un seul instant, les hasards du tirage peuvent sortir un anonyme, un pauvre — nouveau ou pas — ou un moins pauvre, de l'anonymat, de la médiocrité, du train-train quotidien, pour en faire un riche, un heureux, un favorisé de la société actuelle.

Un de ceux à qui tout est possible, à qui presque tout est permis. Un qui pourra l'hiver aller chercher le soleil à l'autre bout du monde et qui pourra y jouir de la vie, même si c'est dans un pays où les 9/10^e des habitants meurent de faim. Un qui pourra savoir ce que c'est que prendre le Concorde, un qui pourra se loger, se chauffer sans souci du lendemain. Un qui pourra connaître ces restaurants qui se disputent les toques ou les étoiles des guides à la mode et où l'on mange pour 5 à 600 F par convive. Un, enfin, qui pourra connaître la vie de ceux qui peuvent profiter de tout ce que cette société a de bon et que les autres ne connaissent qu'à la lecture des magazines chez le coiffeur ou au hasard des feuilletons télévisés.

Oui, elle a de la chance, l'heureuse gagnante. Mais les autres ?

Eh bien, aux autres il reste... le loto, justement ! C'est fait pour cela. C'est fait pour vendre, pour pas cher et sans grand effort, puisque c'est si facile, un peu de rêve pendant quelques jours, jusqu'au tirage. Parce que, pour un ou une qui gagne, c'est des millions de joueurs qui rêvent qu'ils vont gagner. Et le record du loto de la tranche de Noël va sûrement amener encore plus de clients au loto et favoriser la validation d'innombrables petits cartons marqués de ces croix d'espoir grâce auxquels, pour quelques francs, on peut jouer à se croire milliardaires.

Dans les périodes de crise, le commerce de l'espoir, car c'en est un, et un de taille, marche bien. Plus les gens

s'appauvrissent, moins ils peuvent espérer que leur travail, leur métier, leur avenir leur apportera une amélioration de leur sort, plus ils ont tendance à espérer dans ce genre de choses.

Bien sûr, il existe déjà la religion pour cela, pour faire patienter les pauvres et leur faire croire qu'il y a un autre monde, meilleur, où eux seront les premiers. Mais pour cela il faut d'abord mourir, et comme personne n'en est revenu pour confirmer, c'est un peu détroné de nos jours par les organisateurs de loto.

Parce qu'avec le loto, sinon à chaque tirage, du moins une bonne fois par mois, on peut nous annoncer un miracle bien sonnant, que la presse peut nous décrire avec force détails.

Bien sûr, on n'insiste pas sur le fait que si le lot est si gros, c'est parce qu'un seul joueur a tiré une bonne combinaison. Et puis, deuxième raison, c'est que le chiffre d'affaires du loto augmente sans cesse. Par rapport à l'année dernière, le chiffre d'affaires réuni du loto, de la loterie nationale et du tac-au-tac a augmenté de plus de 40 %.

Les marchands d'espoir, eux, font fortune à tous les coups, et plus la crise s'aggrave, plus l'on peut penser que leur affaire va rapporter.

Car n'oublions pas que c'est l'Etat qui organise ces jeux, et c'est à lui que cela rapporte. Gros !

Plus gros qu'aux joueurs puisque c'est leur argent qu'il ramasse et qu'il redistribue, en partie, sous forme de lots.

Mais cela ne lui apporte pas que de l'argent. C'est pour l'Etat une assurance. Tous les gouvernants, de tous les pays, savent que, surtout quand tout va mal, que la situation économique est en crise, que la situation est bloquée, il faut toujours laisser un espoir. Alors, pour cela, ils ont inventé toutes les variétés de loterie.

Et aussi les élections...

Bonne année, quand même !

Arlette LAGUILLER

Parodie de procès au Vietnam

Impossible d'y retrouver les siens

Deux des cinq condamnés à mort d'Hô-Chi-Minh-Ville ont vu leur peine commuée en détention à perpétuité.

Le procès de ces hommes a fait couler beaucoup d'encre à droite, mais aussi dans la presse « éclairée » en faveur de la grâce pour des condamnés, particulièrement deux d'entre eux qui auraient la double nationalité vietnamienne et française. Beaucoup d'encre aussi contre le régime du Vietnam indépendant qui aura cette année dix ans.

Il est évident que ce procès, malgré la présence de journalistes étrangers invités, n'a pas offert de grands moyens de défense aux accusés. Mais quels régimes du monde en offrent vraiment ? Combien, malheureusement, liquident des opposants sans même une parodie de procès ! La presse et les milieux politiques qui crient haro sur le régime vietnamien le font d'autant plus « humanitairement » qu'il se dit communiste. Quand des procès similaires ont lieu en Turquie, les critiques sont moins

hardies, voire inexistantes. Certes, les crimes du régime turc n'excusent pas ceux du régime vietnamien, mais l'indignation sélective ou nuancée qu'ils inspirent caractérise au moins ceux qui s'indignent.

Il est vrai que bien des pays ex-colonisés, bien des pays du Tiers Monde ne connaissent pas un régime démocratique, principalement parce qu'ils n'expriment pas les aspirations de la grande masse de la population pauvre.

Les accusés d'Hô-Chi-Minh-Ville sur lesquels la presse et le monde politique français se lamentent ne sont pas des ouvriers et paysans pauvres. L'un d'entre eux au moins, si l'on en croit ses pérégrinations relatées par cette même presse, serait même un espion pro-occidental patenté.

Personne ne nie, toujours dans cette presse, que certains des condamnés ont le cœur à l'Ouest, et ont joué un rôle dans des activités de lutte armée ou de préparation à la lutte armée contre le régime

vietnamien. Un des dirigeants en France du « Front Unifié des Forces Patriotiques de Libération du Vietnam », ami de certains accusés de Hô-Chi-Minh-Ville, a livré au Monde que « le procès public fut une surprise pour nous, car les communistes préféreraient auparavant nous éliminer discrètement. Il est vrai que c'est également la première fois que les communistes découvrent plusieurs de nos caches d'armes et qu'ils savaient que nous préparions, pour 1985, une offensive contre Saigon ».

Cela ne justifie pas les condamnations à mort. Cela indique seulement le profil de certains accusés. De certains seulement. Peut-être pas de tous. Mais ce qu'est le régime vietnamien ne permet précisément pas d'en juger.

Car si ce régime avait le soutien de la plus grande partie de la population, le soutien des masses populaires des villes et des campagnes, s'il était démocratique à leur égard, les

ennemis vraiment anticomunistes du régime pourraient être jugés au grand jour. Et on pourrait voir exactement dans quel camp sont les uns ou les autres. Ce n'est pas le cas.

Il est bien difficile de savoir quelle popularité conserve ou non le régime vietnamien. Le pays est sorti de trente ans de guerre coloniale, menée par la France puis par les USA, on ne peut plus meurtri, dévasté, et divisé aussi. La longue guerre au Sud a surtout été supportée par la population des campagnes. Dans les villes, une petite bourgeoisie commerçante voire trafiquante a vécu, et quelquefois pas si mal que ça, de la présence militaire étrangère, dont elle était et la bénéficiaire financièrement et le soutien politiquement.

Alors, si le journaliste Olivier Todd peut écrire dans *Le Monde* du 29 décembre que l'ex-Sud-Vietnam est « inassimilable », que « beaucoup de Sudistes refusent la mobilisation pour la guerre au Cambodge » — ce qui est peut-être

vrai —, encore faudrait-il savoir qui sont ces gens « inassimilés », ce qu'ils représentent socialement et politiquement. Il est probable que cette opposition au régime se recrute particulièrement parmi ceux qui ont perdu au départ des Américains et n'ont pas réussi à partir dans leurs fourgons.

Cela dit, comme le régime vietnamien est une dictature contre tous, contre tout le peuple, il organise un procès truqué où sont probablement mêlés des espions occidentaux ou assimilés, adversaires des opprimés de leur pays, et peut-être avec dans le même lot, des travailleurs ou paysans pauvres. Tous sont peut-être mélangés, et la parole enlevée aux uns comme aux autres.

Alors, parmi les accusés d'Hô-Chi-Minh-Ville, le monde politique d'ici choisit les siens. Mais sa campagne contre la dictature vietnamienne ne se mène ni au nom des travailleurs et opprimés du Vietnam, ni au nom des travailleurs d'ici.

J.J. FRANQUIER

Un percepteur tout feu, tout flamme

Un sac de chèques, pour un montant de dix millions de francs, a été brûlé par erreur avec d'autres papiers à la Trésorerie générale de Lyon. Il s'agissait du règlement des impôts locaux et des taxes d'habitation de plusieurs recettes du département.

Les contribuables lyonnais qui pouvaient espérer que le percepteur n'y verrait que du feu ont été déçus : ils devront refaire leurs chèques. A condition bien sûr que la Trésorerie les identifie, ce qui, paraît-il, n'est pas si simple. Alors, pour repayer, il n'y a pas le feu.

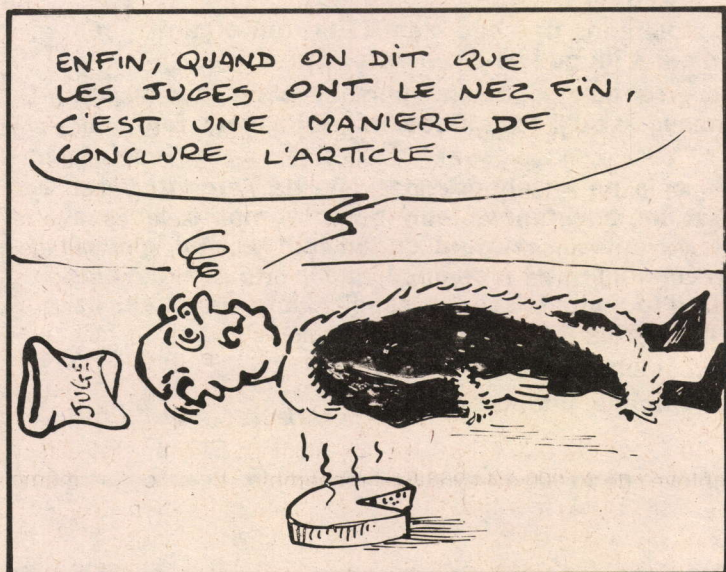
La leçon vaut bien un fromage, sans doute

Gratien Ferrari, du Parti Républicain, vient d'être élu maire d'Aix-les-Bains en Savoie. Vingt-neuf conseillers municipaux sur 35 ont voté en sa faveur.

Le nouveau maire doit sa récente promotion à l'appétit de son prédécesseur, un dénommé Grosjean — comme devant —, membre du RPR,

conseiller général depuis mars 1963, maire d'Aix-les-Bains depuis mars 1969, mais qui s'était compromis dans un trafic de faux... gorgonzola.

Le pourcentage d'intégrité du notable ne dépassait probablement pas celui en matière grasse du fromage. Mais les juges ont eu le nez fin et l'ont condamné.



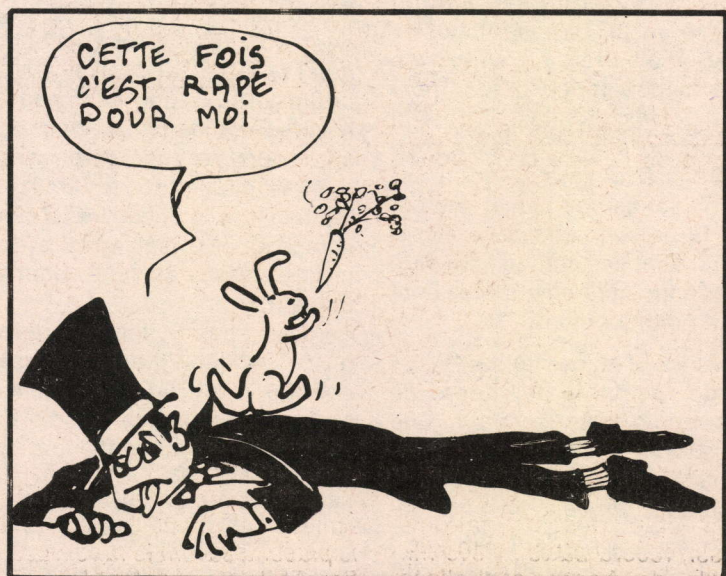
Un régime en or

Gayelord Hauser, qui fut paraît-il dans les années 1930 le précurseur de la diététique moderne, vient de mourir aux Etats-Unis, à l'âge de 89 ans.

Inventeur de la carotte râpée, il avait conquis la célébrité grâce à quelques formules du genre : « Il faut prendre de

l'exercice... se détendre les nerfs... se peser régulièrement... absorber des aliments frais et simplement cuisinés. »

C'était simple, pas cher et surtout, mis en boîte, ça lui a rapporté gros : aux uns les carottes, à lui l'oseille.



Chiche !

Raymond Barre, dans l'hebdomadaire VSD du 27 décembre, s'est déclaré hostile à tout « apartheid électoral » et pour le droit de vote de tous les immigrés sans aucune distinction de race ou de religion.

Mais ce beau principe, c'est seulement pour la Nouvelle-Calédonie.

Car pour ce qui est de cet autre « apartheid électoral » qui, en France même, frappe d'interdiction de vote « tous les immigrés sans aucune distinction de race ou de religion », alors là, Barre n'y trouve rien à redire.

Jospin, un homme, une voix

Le 29 décembre sur TF1, dans une émission de Patrick Sébastien, « Carnaval », Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti Socialiste, a créé la surprise en chantant *Les feuilles mortes*.

« Les feuilles mortes se ramassent à la pelle, les souvenirs et les regrets aussi... » Plutôt nostalgique, Jospin. Et morose. On le comprend : car si c'est tout ce qu'il a trouvé pour montrer que le PS ne manque pas de voix...

Le ripoux de Noël

A 10 ans, elle a dérobé un Père Noël en chocolat dans un supermarché de Mulhouse. Le gérant du supermarché a porté plainte et la justice doit suivre son cours...

Vraiment, le Père Noël est une ordure.

Bavure

Samedi 29 décembre, au cours de l'après-midi, 130 000 habitants d'un quartier riverain du Bazar de l'Hôtel de Ville à Paris ont été privés d'électricité, à la suite de l'incendie d'un transformateur.

Dans un cas pareil, des groupes de secours se mettent en route, en attendant que la réparation soit effectuée.

Tout est prévu, on vous dit ; sauf que les groupes de secours fonctionnent au fuel et que celui-ci n'avait pas été livré...

Résultat : les riverains dans l'obscurité ont eu pendant plusieurs heures un comportement... électrique.

Les scrupules d'Eyadema

Le général-président du Togo, Eyadema, a des problèmes. Depuis que, pour faire plaisir à Mitterrand, il a accepté de recevoir quatre Basques extradés de France en septembre dernier, il ne s'en sort pas. L'Espagne devait prendre en charge, comme c'est paraît-il la règle dans ces cas-là, les frais de « pension » des quatre extradés, mais le gouvernement espagnol se fait tirer l'oreille. Et le gouvernement français, maintenant qu'il est débarrassé, s'en lave les mains. Eyadema aurait bien menacé de venir remettre ses hôtes indésirables dans les mains de Mitterrand en personne lors du dernier sommet franco-africain, mais il y a fina-

lement renoncé.

Eyadema est bien malheureux. Mais comment pourrait-il refuser de se faire le geôlier de quatre nationalistes Basques, lui qui s'est déjà taillé une réputation méritée de dictateur ? Il n'en va évidemment pas de même pour des « socialistes » comme Mitterrand ou Gonzalez, qui, eux, ont une réputation de « démocrates », d'« amis des droits de l'homme » à défendre ! Alors, si les dictateurs africains ne veulent plus accomplir les basses besognes de gardiens de prison que leurs protecteurs, les gouvernants des démocraties européennes, leur confient, à quoi servent-ils donc ?



L'assassin veut retourner sur les lieux du crime...

Union Carbide, le trust américain de la chimie responsable de la catastrophe de Bhopal qui a fait 2 500 morts, a demandé au gouvernement indien l'autorisation... de construire une nouvelle usine en Inde !

Il paraît que l'autorisation avait été demandée avant la catastrophe. Reste que la demande est maintenue.

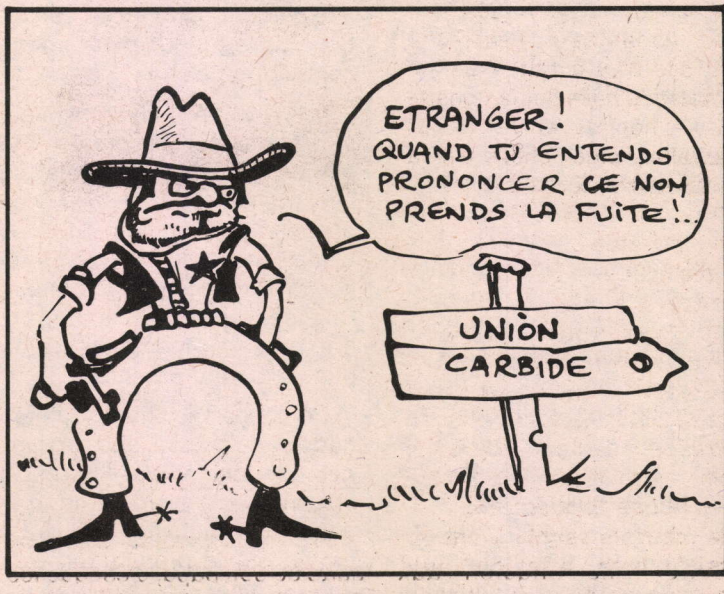
Combien de victimes la demande d'autorisation concerne-t-elle ?

... et récidive

La nuit du réveillon, 2 500 personnes ont été évacuées à la suite d'une fuite dans un wagon-citerne rempli d'oxyde d'éthylène, un produit très volatil et très toxique. Cette fois

cela se passait aux USA, dans une petite ville de l'Arkansas.

Mais, fabricant du produit : Union Carbide, qui se fait une spécialité mondialement reconnue dans la fuite de gaz...



Télévisions libres ou liberté de faire des profits ?

A phrases comptées, à rumeurs dosées sur les intentions de Mitterrand, on parle de plus en plus de la suppression du monopole d'Etat sur la télévision et de l'établissement de télévisions privées.

La presse s'est emparée du sujet et les partisans de la création de chaînes privées lancent en première ligne politiques et « intellectuels ».

Il s'agirait, en autorisant les chaînes privées, de « dire oui à la liberté », écrit Roland Cayrol, un universitaire, dans *Le Monde* du 29 décembre ; rien de moins ! Et les arguments s'alignent : liberté de la presse ; liberté de la création ; on ne saurait admettre que l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement, c'est-à-dire un parti politique, s'adjuge le monopole de la télévision, « au détriment de toute initiative des citoyens ». Télévision libre, donc, serait synonyme de démocratisation.

Même s'il est vrai que les hommes politiques en place usent largement du monopole d'Etat sur la télévision, tout comme leurs prédécesseurs, la création de chaînes de télévision privées remédierait-elle à cette situation ? Permettrait-elle l'« initiative des citoyens » ou favoriserait-elle « la création » ?

Derrière les politiciens, socialistes ou non, soucieux d'avoir à se mettre sous la dent quelques slogans sur les libertés pour leurs prochaines campagnes électorales, derrière les grands mots, la réalité est plus

sordide et moins désintéressée, et les groupes et les hommes qui se mettent sur les rangs sont bien connus.

Il s'agit de groupes publicitaires qui lorgnent sur les budgets que leur ouvriraient des chaînes de télévision privées. Ils ont déjà fait les calculs : entre deux et trois milliards de francs par an.

Il s'agit de grands groupes de presse dont les noms — Hachette, Filipacchi, Hersant — évoquent tout, sauf la liberté d'expression !

Il s'agit d'hommes politiques (Chirac à Paris, Médecin à Nice, Léotard à Fréjus) qui souffrent du monopole d'Etat depuis que leurs partis ne sont plus au gouvernement...

Tous ces gens spéculent sur les grands mots et le souhait du public d'avoir des programmes plus diversifiés.

Déjà, pour les radios libres, après la floraison des premiers mois, seules quelques grosses radios privées, qui sont liées dans un certain nombre de cas à ces mêmes hommes de presse ou de la finance, émergent de l'anonymat, sans

apporter quelque chose de différent de ce que les stations commerciales comme Europe 1 ou RTL nous servent déjà à longueur de journée.

Pour les chaînes privées de télévision, ce ne pourra qu'être pire. Sans compter qu'il faut de gros budgets pour faire fonctionner une télévision, il n'est pas très difficile d'imaginer que de telles chaînes, soumises aux lois du profit, diffuseraient des programmes au rabais, faits de films anciens passés et repassés, de feuilletons à rallonge et de qualité douteuse qui serviraient à meubler le temps d'antenne entre deux spots publicitaires.

N'auraient la parole, en fin de compte, que ceux qui l'ont déjà parce qu'ils disposent des moyens financiers ; et ceux — dans la plupart des cas ce sont les mêmes ou leurs alliés — qui y voient la perspective de récupérer la manne des budgets publicitaires.

D'un côté comme de l'autre, il ne s'agit pas de liberté, mais tout simplement d'une affaire de gros sous.

J.J.F.

Le pouvoir d'achat des retraités : pas de miracle



Que le pouvoir d'achat des retraités ait baissé au cours de ces dernières années, c'est ce dont les intéressés se sont rendus compte eux-mêmes de la façon la plus tangible, au vu de leur porte-monnaie ou de leurs relevés de compte.

Une enquête que publie dans son numéro du mois de janvier le magazine destiné aux retraités, *Notre Temps*, précise par des chiffres cette constatation.

Cette enquête porte sur quatre cas considérés comme des cas types. Il s'agit de retraités âgés de plus de 65 ans : un ancien cadre, un ancien employé, un ancien ouvrier, enfin un titulaire du minimum vieillesse. Formellement, le montant de leur retraite a augmenté : de 100 000 F pour l'année 1980 à 147 516 F en 1984, pour le cadre ; de 40 000 F à 59 806 F pour l'employé ; de 30 000 à 44 956 F pour l'ouvrier ; et de 15 483 à 28 355 F pour le minimum vieillesse, toujours de 1980 à 1984.

Cependant, si les revalorisations ont été de deux fois 4 % en 1983, elles n'ont plus été

que de 1,8 % et 2,2 % en 1984, pour le régime général des retraites.

Et l'enquête met, en face de ces revalorisations de plus en plus maigres, l'augmentation du coût de la vie d'une part, et d'autre part l'évolution des impôts et des cotisations, comme la cotisation d'assurance maladie qui est apparue au cours de la même période pour les retraités.

Et là on constate que la baisse du pouvoir d'achat a été sensible, en particulier à partir de 1982, avec le blocage des prix et des salaires. Cette baisse est, en pourcentage, plus forte pour les cadres retraités : environ 3,5 % contre « seulement » (si on ose dire) 2,7 % pour le minimum vieillesse. Il est vrai qu'il est des seuils au-dessous desquels, si ce n'est pas la misère, cela y ressemble beaucoup : même avec l'augmentation de 3,4 % qui vient d'être annoncée au 1^{er} janvier 1985, ce minimum vieillesse tourne autour de 2 400 F par mois pour une personne seule... C. L-G

Les vœux du père François

Le président de la République, fidèle à la tradition (faut bien être fidèle à quelque chose), nous a gratifiés de ses bons vœux. « Nous penserons, a-t-il dit, d'abord à ceux qui souffrent, en ce jour, de solitude, de maladie, de pauvreté et de chagrins de toutes sortes ». Banalités ? Peut-être ! Mais pas tout à fait. Puisque les malades paieront la consultation d'hôpital et le forfait hospitalier plus cher. On a effectivement pensé à eux !

Et en ce jour voué aux effusions familiales, Mitterrand n'a pu s'empêcher d'évoquer la sienne, de vie familiale : « J'entends encore, nous a-t-il sussuré en confidence, un mot qui revenait constamment dans la bouche de mon père : tolérance. Soyez tolérants entre vous, disait-il à notre petite troupe turbulente ».

De mauvais esprits y ont vu aussitôt une allusion aux affrontements qui agitent



périodiquement les rangs des instances du PS. A moins que la leçon de morale ne s'adresse aux défenseurs de l'école laïque qui supportent mal les concessions renouvelées à l'école privée. Erreur ! En fait, ce que l'illustre fiston voulait dire, à la suite de son papa, c'est que les Français devraient s'unir dans

l'effort. Traduisez : que les travailleurs travaillent et se taisent, pour que les capitalistes profitent en paix.

Décidément, le père François a trop tendance à considérer les travailleurs comme des enfants. Il est plus que temps de lui montrer qu'ils sont éman-

La Bourse de Paris a pétillé de joie !

Si, pour les travailleurs, 1984 a été une année de plus à supporter la politique d'austérité, pour les nantis, par contre, pas de problème.

Et ça s'est vu à la Bourse de Paris, où on a sablé le champagne en arrosant les 16,3 % de hausse de l'indice de la Compagnie des Agents de Change.

Les investissements industriels restent peut-être au plus bas, mais on spéculait ferme sur toutes les valeurs : les actions sont en hausse, même celles des groupes qui ferment de grosses usines (ou peut-être à cause de ces fermetures), comme Schneider (35 % de hausse) qui va licencier des milliers de travailleurs au Creusot.

Du côté des obligations aussi, record battu : 1 310 milliards de francs capitalisés,

contre 1 032 en 1983, soit 30 % d'augmentation. A remarquer que, sur le total des obligations, les emprunts d'Etat représentent 35 % (26 % en 1983) : comme quoi, du côté de la Bourse, on vote la confiance au gouvernement ! Jugement que confirme... *Le Figaro* qui, dans son édition du 29 décembre, relève que « le franc a peut-être connu sa plus belle année depuis 1967 ».

La crise ? On la fait payer aux travailleurs, avec plus de deux millions et demi de chômeurs, l'accentuation de la baisse du pouvoir d'achat et des menaces sur l'emploi en guise de vœux.

Les nantis, eux, trinquent... au champagne, car tout va pour le mieux : ils ont de l'argent, ils le placent, savent le faire fructifier. Et ils s'en vantent !

En guise d'étrennes

Laurent Fabius s'est refusé à fournir des prévisions chiffrées au sujet de l'évolution du chômage en 1985, lors de son intervention télévisée mercredi 2 janvier. Cela se comprend. Mieux vaut sans doute pour lui se montrer prudent en entamant la nouvelle année.

Mais *L'Usine nouvelle* n'est pas la télévision ni un magazine destiné au grand public. Et dans une interview qu'elle lui a accordée, Edith Cresson, elle, annonce la couleur: les réductions d'effectifs devront être poursuivies dans l'industrie automobile. Selon ses déclarations, « Il reste 5 000 à 6 000 personnes dans la branche automobile qui posent problème, auxquelles il faut ajouter 3 000 personnes pour Renault-Véhicules Industriels ». En ce qui concerne Renault, le premier impératif selon elle est que « la direction parvienne à resserrer la gestion et à

remobiliser suffisamment l'entreprise autour d'elle, ce qui n'était pas tout à fait le cas jusqu'à une période récente ».

Tête à claques

Mercredi dernier, à Antenne 2, Fabius a déclaré qu'on « ne gouverne pas un pays en crise avec des caresses sur les joues ».

Le Premier ministre le plus jeune de France fait sa crise d'autorité. Et si on n'y prête pas garde, il va se transformer en Père fouettard.

Au fait, à force de le voir danser « joue, contre joue » avec les chefs d'entreprises, ne ressentez-vous pas comme une démanaison au bout du pied ?

Diable, qu'en termes choisis ces choses-là sont dites par le ministre ! Mais c'est un langage tout à fait clair pour les milieux patronaux, surtout lorsque, par ailleurs, Edith Cresson précise : « Nous savons que nous serons sans doute amenés à octroyer des prêts bonifiés à PSA. Pour lui permettre de maintenir son rythme d'investissement ».

En voilà des cadeaux et des promesses de cadeaux pour le patronat. Dans le même temps, les premières lettres de licenciements sont arrivées le 2 janvier chez les salariés du siège parisien de Creusot-Loire où 300 licenciements, qualifiés de « secs », sont prévus.

Bref, dès les tout premiers jours de l'année, autant de symboles de ce qui attend les uns et les autres, si aucune réaction de la part des travailleurs ne vient troubler le jeu.

Par ici la bonne soupe

L'année 1985 est à peine entamée que déjà un troisième dirigeant de l'opposition vient de faire savoir qu'il accepterait le poste de Premier ministre après les élections de 1986.

Léotard, secrétaire du PR, le parti de Giscard, s'est porté sur les rangs, après Monory, sénateur CDS, et Chaban-Delmas, député-maire de Bordeaux. Mieux vaut Léo(tard) que jamais ?

Mitterrand peut se frotter les mains, le PS ne gagnera probablement pas les prochaines législatives, mais au sein de l'opposition, à part Barre, la cohabitation fait recette, et Matignon trouvera un locataire arrangeant.

Léotard se présente, dit-il, car « la gauche a montré qu'elle n'avait pas de solutions ». Lui en a trouvé au moins une, à son usage personnel.

Défense de rire ? Drôle de Luron

Thierry Le Luron, dans une lettre ouverte à Mitterrand, accuse *TF1* d'avoir censuré la séquence qu'il avait enregistrée pour le 31 décembre.

TF1 lui a répondu qu'il n'y avait pas de quoi s'offusquer, que Sheila et Johnny aussi avaient été un tantinet raccourcis.

Mais l'amuseur public est resté fâché. *TF1*, à l'en croire, aurait réussi le tour

de force de bâillonner le bavard n° 1 !

Le choix des programmeurs de télévision n'était peut-être pas innocent : les passages coupés brocardaient... Mitterrand.

Le Luron aurait pu traiter la chose avec humour ! Mais non ! A imiter les hommes politiques de droite, il se prend pour l'un d'entre eux censuré ! Ou à jouer les présidents, il prend tout pour une affaire d'Etat !

Elections en vue

Les états-majors des grands partis politiques se préoccupent d'ores et déjà des élections cantonales qui doivent avoir lieu au mois de mars prochain.

La droite se donne

d'avance gagnante, bien sûr. Elle trouve d'ailleurs à se saisir d'un nouveau cheval de bataille actuellement, avec la série de redécoupages des cantons à laquelle procède le minis-

tère de l'Intérieur. Naturellement, pour le RPR et pour l'UDF, ces découpages sont « scandaleux » et, comme l'écrit *Le Figaro*, constituent du « sur mesure » pour le Parti Socialiste. Ce qui n'est sans doute d'ailleurs pas tout à fait faux !

Et, après tout, ce type d'attaque est de bonne guerre de la part de ces politiciens. Pour avoir connu, eux ou leurs aînés, les avantages du pouvoir pendant de longues années, ils savent de quoi ils parlent. En fait de charcutages préélectorales scandaleux, la droite était en son temps orfèvre.

En ce qui concerne le Parti Socialiste, les choses se présentent plutôt mal. Comme Lionel Jospin l'a admis lui-même sur *Radio Monte Carlo* le 2 janvier, ces élections « vont se produire à un moment délicat où le rapport de force entre la gauche et la droite n'est pas bon ». C'est un euphémisme ! Tenu de se montrer optimiste malgré tout, Jospin a même ajouté que ce moment « délicat » risquait d'arriver « avant que le redressement des opinions à notre égard ne s'amorce véritablement »....

Nul ne sait si ce redressement s'amorcera un jour et, vu la politique du gouvernement, c'est même peu probable, mais la méthode Coué a apparemment encore des adeptes. Quand le pauvre Jospin chantait mélancoliquement « Les feuilles mortes » à la télévision, c'est sans doute aux bulletins de vote en faveur du RS qu'il songeait...



Jospin La Nostalgie : les élections ne sont plus ce qu'elles étaient... (AFP)

Pour les femmes, décidément, l'Amérique, c'est pas le Pérou

Une enquête du *New York Times* fait ressortir qu'aux Etats-Unis, la situation des femmes dans le monde du travail reste discriminatoire.

En moyenne, les femmes gagnent 39 % de moins que les hommes. Elles occupent plus de 90 % des emplois de secrétaires ou de dactylos, de membres du personnel hospitalier, des gens de maisons, des comptables, des employés de banque, etc.

Et les femmes, bien sûr, sont loin d'être épargnées par la crise puisque une enquête du

Washington Post relève de son côté que le tiers des familles dont le chef de famille est une femme sont classées officiellement dans la catégorie des pauvres (estimés aux Etats-Unis à 35 millions).

La situation des travailleuses américaines n'a aucune raison de s'améliorer car les industries où elles avaient traditionnellement le plus de chances de trouver du travail (textile, chaussure, jouet, électronique) sont frappées par l'automatisation ou le transfert d'activités vers des pays sous-développés.

L'Etat italien n'est pas neutre

Jeudi 27 décembre, à Bologne, la cérémonie de funérailles nationales organisée pour les 15 victimes de l'attentat du train Naples-Milan s'est déroulée dans une atmosphère plutôt froide à l'égard du pouvoir. Les proches des victimes, de façon unanime, avaient fait rapatrier les cercueils : signe de désaveu, au moins, à l'égard d'un pouvoir politique jugé tout juste capable d'organiser des cérémonies de lamentations, mais pas d'empêcher de tels attentats ni d'en retrouver les auteurs. Le Premier ministre, le socialiste Craxi, avait même préféré être absent de la cérémonie de Bologne.

Au cours de celle-ci, le maire de la ville, Renzo Imbeni, qui est membre du Parti Communiste Italien, a pu rappeler que, depuis 1969, les massacres du type de celui du Naples-Milan, dus à la main de l'extrême-droite, ont fait au total 140 victimes, sans qu'on trouve un seul coupable. Et il a pu rappeler que, dans le passé, ceux qui ont posé des bombes à Milan, à Brescia ou dans le train « Italicus » ont bénéficié de connivences, de complicités et de protections à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Chaque fois en effet, en même temps que la main de l'extrême-droite, des éléments sont apparus qui mettaient en cause les services secrets italiens, dont bien des membres sont liés à cette extrême-droite. Mais aucune preuve décisive n'a jamais pu être produite devant les tribunaux, et les quelques inculpés qui ont été jugés ont finalement été absous, faute de preuves.

En sera-t-il de même après l'attentat du

Naples-Milan ? Cela paraît, déjà, probable. Sans doute, les officiels italiens multiplient les discours, promettant de tout faire pour retrouver les coupables. Mais le gouvernement se préoccupe aussi beaucoup, au même moment, de répondre aux accusations portées contre lui et ses pré-décesseurs pour leur inefficacité face au « terrorisme noir ». Il souligne que, dans l'attentat du Naples-Milan, d'autres pistes sont possibles : le terrorisme international, la Mafia par exemple. Le ministre de l'Intérieur a tenu à prendre la défense de ses services secrets : « Les services de sécurité sont propres », a-t-il proclamé. Cela veut dire au moins qu'on ne cherchera pas trop de ce côté-là.

Alors, bien sûr, il reste possible que l'attentat du Naples-Milan ne soit pas dû à l'extrême-droite, mais à d'autres groupes terroristes ayant imité ses précédents attentats. Dans ce cas, la police trouvera peut-être les coupables. Mais ceux des précédents continueront alors à courir.

Il est vrai qu'il est très difficile de retrouver les auteurs d'attentats aveugles comme ceux-là. Mais comment expliquer qu'en quinze ans l'Etat italien se soit montré incapable de démanteler les filières du terrorisme « noir » ? Contre le terrorisme dit « rouge » des groupes tels que les « Brigades Rouges » ou d'autres, qui se sont développés en gros entre 1975 et 1980, l'Etat a su en quelques années trouver la parade. Il a su employer de véritables moyens de guerre civile, créant des corps de policiers spéciaux, consacrés uniquement à la recherche des « brigadis-

tes », disposant de tous les moyens, y compris les plus discutables. Il faut bien constater qu'il n'a rien fait de tel contre les terroristes d'extrême-droite. Là, les poursuites et les recherches se sont enlisées dans le maquis des procédures et les méandres des tribunaux. Ceux-ci ont eu beaucoup de scrupules et n'ont pas condamné sans preuves ; ils n'ont même pas condamné du tout. Mais combien de supposés membres des « Brigades Rouges » moisissent aujourd'hui dans les prisons pour un simple soupçon, ou sur la dénonciation douteuse d'un « repent » ?

Les gouvernants italiens peuvent bien multiplier les dénégations. L'appareil d'Etat n'est pas neutre. Trop de ses membres, trop d'hommes politiques en son sein ont montré, ces dernières années, leur collusion avec l'extrême-droite, ont été impliqués dans des complots comme le fameux complot de la loge P2, ou dans des affaires liées à la Mafia, pour qu'on puisse les croire quand ils déclarent qu'ils sauront faire la lumière sur cette nouvelle affaire. On peut être sûr que cet Etat, qui a su lutter avec la dernière énergie contre le terrorisme « rouge » qui le prenait pour cible, ne fera pas grand-chose contre le terrorisme « noir », qui prend pour cible de simples passants ou les voyageurs d'un train. Les groupes d'extrême-droite peuvent un jour être utiles aux possédants. Ils sont un recours toujours possible, avec lequel aucun gouvernement bourgeois, que ce soit en Italie ou ailleurs, n'est prêt à rompre les ponts.

André FRYS



Funérailles symboliques des victimes de l'attentat du « Naples-Milan » à Bologne : un désaveu du pouvoir en place peu décidé, c'est le moins qu'on puisse dire, à démanteler le terrorisme « noir ». (AFP)

Très chère guerre

La Fédération latino-américaine des droits de l'homme et du développement social a souligné que le 1^{er} janvier, comme tous les jours, 19 milliards de francs en armement ont été dépensés à travers le monde.

Moins du cinquième de cette somme (4,2 milliards de francs, ce que dépense une armée moderne en dix heures) suffirait pourtant à combler le déficit des organisations de la santé, qui ont aujourd'hui de plus en

plus de mal à mener le combat contre la malaria.

Et tout est à l'avenant. Un seul missile intercontinental coûte de quoi nourrir 50 millions d'enfants affamés, de quoi construire 65 000 centres médicaux et 34 000 écoles primaires. Avec l'argent d'un seul chasseur-bombardier nucléaire, on pourrait bâtir 75 hôpitaux de cent lits chacun et, avec l'argent d'un seul sous-marin atomique, 40 000 habitations populaires.

Mais, dans ce monde barbare où nous vivons, la

santé et l'éducation passent bien loin derrière les machines de guerre. N'y a-t-il pas en moyenne, à l'échelle mondiale, un soldat pour 250 habitants, contre un médecin pour 3 700 ? Enfin ne dépense-t-on pas 145 000 F pour former un soldat et seulement 2 500 F pour l'éducation d'un enfant ?

Evidemment, c'est une moyenne. Certains sont plus riches que d'autres en médecins... ou en soldats !

J.F.

Un missile pas perdu pour tout le monde

Un missile russe s'est écrasé au nord de la Finlande, à proximité de la frontière russe, après avoir survolé le territoire norvégien.

Cette balade d'un « missile rouge » au-dessus des banquises a jeté comme un froid. Et les hypothèses vont bon train : volonté des Russes de montrer qu'en matière de missiles ils n'ont rien à envier aux Américains ? Tentative de tester les

installations de défense norvégiennes ?

Comme si ce missile, tout russe qu'il soit, ne pouvait pas, tout simplement, avoir perdu la tête.

En tout cas, voilà une occasion de plus pour agiter le spectre de la menace soviétique. Pour l'instant, pourtant, seuls les pingouins peuvent se sentir visés.

Raz de marée électoral prélude à la mousson des désillusions

« Aura-t-il les épaules assez larges pour supporter ce fardeau ? » s'interrogeait, il y a quelques jours encore, la presse sur l'avenir politique de Rajiv Gandhi et sur ses capacités à prendre la tête de l'Etat indien.

Les résultats des élections indiennes ont entièrement inversé la tendance chez les commentateurs : « Victoire sans précédent », « Raz de marée », « Bourrasque », « Plébiscite » sont les expressions qui reviennent sous leur plume. En effet, le Parti du Congrès conduit par Rajiv Gandhi a remporté une victoire sans précédent dans l'histoire de l'Etat indien, raflant 400 des 500 sièges du Parlement fédéral indien.

Quinze des dirigeants des partis de droite ont été balayés par la vague électorale, notamment ceux du Baratya Janata Party (extrême-droite) et ceux du Lok Dal (petite et moyenne paysannerie). Les différents petits Partis Communistes, qui jusqu'à présent se maintenaient dans quelques Etats de la Fédération indienne, au Kerala et au Bengale oriental notamment, ont été laminés : le Parti Communiste Indien-Marxiste (indépendant de Pékin et Moscou) perd neuf sièges sur dix, le PCI (prosoviétique) en perd quatre sur quatre. Seul le Parti Marxiste résiste mieux et conserve plusieurs sièges.

Les commentateurs sont unanimes à expliquer, après coup, le succès du parti de Rajiv Gandhi par le nom qu'il porte, symbole de l'Inde moderne, par sa jeunesse, alors que, disent-ils, 40 % des électeurs indiens sont des jeunes, au fait qu'il n'a pas mis l'accent sur les droits de minorités, thème électoral traditionnel mis en avant jusqu'alors par le Parti du Congrès, mais au contraire sur la nécessité de l'unité et de l'intégrité du pays. Du coup le « jeune » Gandhi, alors que son parti s'appuyait traditionnellement sur les voix des minorités additionnées, aurait drainé celles des Hindous au détriment des partis de droite traditionnels, alors que les minorités sikhs, musulmanes ou chrétiennes auraient boudé les élections.

Le succès entraînant le suc-

cès, les chefs d'Etat de toute la planète bombardent l'élu de télégrammes de félicitations. Et quand Ronald Reagan termine son message en déclarant : « J'ai hâte de travailler avec vous à l'amélioration des relations déjà proches de nos deux pays », on voit que manifestement la confiance est revenue et que les affaires vont pouvoir reprendre.

Mais le succès électoral, s'il donne au fils d'Indira Gandhi une position politique apparemment confortable, ne résout aucune des questions en suspens. Les problèmes demeurent, certains se posent avec acuité.

Il y a celui de la corruption politique, qui a été un des thèmes de la campagne électorale et qui révolte une bonne partie de la population indienne.

Il y a également le problème des minorités, particulièrement explosif ces derniers temps, avec les Sikhs au Penjab et les Musulmans de l'Assam.

Il y a surtout plus fondamentalement, partout, la misère permanente, l'exploitation forcée que font supporter au peuple indien les trusts multinationaux dont le récent gazage de l'Union Carbide à Bhopal n'a été qu'un des exemples les plus saisissants.

La misère, les liens avec l'impérialisme, la corruption permanente et croissante, le caractère explosif des contestations des communautés minoritaires sont les conséquences de toute la politique de la bourgeoisie indienne, de



Rajiv Gandhi reçoit colliers de fleurs et félicitations après le succès de son parti aux élections (AFP).

son principal parti, dirigé par la famille Gandhi.

Si la victoire de Rajiv Gandhi offre apparemment un second souffle au Parti du Congrès, renouvelle du moins ou confirme sa base électorale, il n'est pas dans les intentions des dirigeants de ce parti de

remettre cela en cause.

Rajiv Gandhi s'est fabriqué pour ces élections une réputation de « Monsieur Propre » luttant contre la corruption. Sur ce terrain, il y a beaucoup à faire. Mais déjà les commentateurs occidentaux l'incitent à la prudence et à se contenter

de faire quelques gestes destinés à satisfaire l'électorat, sans plus fouiller profondément.

Conseil bien superflu. Gandhi n'a pas l'intention de s'attaquer aux bases d'un régime dont il se veut le représentant.

Jacques FONTENOY

Les Etats-Unis ne veulent pas payer pour le Tiers-Monde

Depuis le 31 décembre 1984, les Etats-Unis se sont retirés de l'UNESCO (Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture). C'est la deuxième fois qu'ils quittent cette assemblée internationale. Ils l'avaient déjà fait en 1975-76 pour soutenir l'Etat israélien, trop malmené à leurs yeux par cette assemblée.

Les Etats-Unis reprochent à l'UNESCO une trop grande « politisation », c'est-à-dire que, selon eux, le collectif qui dirige l'UNESCO est trop sensible au Tiers Monde, voire qu'il roule pour les Russes — rien de moins ! Les Etats-Unis ont fait ainsi grand bruit autour du programme éducatif adopté en Afghanistan, considéré comme pro-russe.

Ils reprochent également à l'UNESCO son « marxisme » parce que, expliquent-ils, elle a organisé un colloque international pour le centième anniversaire de la mort de Marx. Que les Etats-Unis en soient à faire croire qu'ils se sentent menacés par une assemblée d'universitaires et de doctes spécialistes, cela mesure la valeur de leurs griefs.

Dernier point : ils jugent la gestion de l'UNESCO inutile et coûteuse.

En fait, ce n'est pas la « politisation » que reprochent les Etats-Unis, mais plutôt que celle-ci ne se fasse pas unilatéralement dans leur sens. Ils pouvaient attendre de cet organisme, né en 1946, dans le réseau d'organismes dépendant des Nations-Unies, qu'il soit plus compréhensif vis-à-vis de la politique américaine. Cela a d'ailleurs été le cas pendant des années. Bien que son activité soit assez symbolique, elle ne va pas entièrement dans le sens que souhaiteraient donner les dirigeants US à leur propagande. Ils ont donc décidé

de couper les vivres à l'UNESCO. Le départ des Américains entraîne la disparition du quart du budget de l'organisme. C'est peu de chose en comparaison de ce que dépensent les Etats-Unis dans le monde et surtout par rapport à ce que rapporte aux USA — ou plutôt aux trusts américains — l'exploitation du Tiers Monde.

Mais par ce geste le gouvernement US veut signifier que, même en matière de « bonnes œuvres », il n'est pas question pour lui de faire preuve de générosité. Un dollar qui ne servira pas à la gloire du dieu du profit, c'est un dollar de perdu.

J.F.

TUNISIE

Prudence est mère de sûreté

Lors de la présentation de son budget pour 1985, le Premier ministre tunisien Mohamed Mzali a affirmé : « Toute augmentation qui pourrait toucher des produits alimentaires de base sera évitée et les produits subventionnés continueront à l'être ». Le souci premier du gouvernement tunisien, a-t-il dit, serait de « préserver le pouvoir d'achat des Tunisiens qui ont peu ou pas de revenus ».

Il y a un an, à la même époque, l'annonce de la hausse du prix du pain et des pâtes avait soulevé la population pauvre du pays.

Malgré la répression et les morts, la population avait affronté les blindés et l'armée, et crié sa colère dans les rues...

Cette année Mzali promet : il ne prendra rien de plus à ceux qui n'ont quasiment rien... Reste à savoir si même ces promesses-là seront tenues. Mais en tout cas, elles montrent que les dirigeants tunisiens ont encore au ventre la sacrée trouille que leur ont infligée les pauvres du pays.



Krach boursier : les fonds publics au secours des financiers



Opération de change illégale shekels contre dollars, dans une rue de Tel-Aviv. En petit ce que les banques officielles font en grand ! (AFP)

Le 31 décembre dernier, la publication d'un rapport du contrôleur de l'Etat sur le scandale financier d'octobre 1983 a fait du bruit en Israël. Ce rapport, qui fait le point sur ce qu'il appelle « le scandale du krach des valeurs boursières », relève « les manipulations » auxquelles se sont livrées les grandes banques d'Israël.

En 1983, une fièvre s'était emparée des épargnants, fièvre suscitée par les banquiers qui avaient proposé des actions à grands frais de publicité. 600 000 épargnants s'étaient rués sur ces actions et avaient investi pour sept milliards de dollars (plus de treize fois le montant de l'aide annuelle américaine à Israël).

Mais un vent de panique s'empara des actionnaires, en particulier des petits, à la faveur de rumeurs persistantes sur une prochaine dévaluation du shekel (la monnaie nationale).

En quelques jours les actions bancaires avaient perdu plus d'un tiers de leur valeur.

Les grandes banques israéliennes sollicitèrent alors l'intervention massive de l'Etat pour répondre à l'hémorragie qui faisait fondre leurs biens propres.

Et l'Etat se précipita à leur secours, s'engageant à garantir aux titulaires des actions leur valeur en dollars, contractant ainsi une dette de 6 milliards de dollars (environ le dixième du budget total de la France pour une année).

Le rapport officiel sur cette affaire conclut que l'activité des grandes banques israéliennes durant onze ans a relevé de l'illégalité. Mais les banquiers responsables et profiteurs de la fièvre spéculative n'y ont rien perdu, même si aujourd'hui, pour apaiser le scandale provoqué par cette affaire, on parle — on parle seulement — de sanctions et on envisage de « dégommer » quelques têtes dans les milieux financiers.

La population israélienne, elle, paye les pots cassés. On va continuer à lui prêcher la nécessité de se serrer la ceinture pour la sauvegarde de la patrie, pour que les hommes de la haute finance et des banques qui, eux, ne se payent pas de bonnes paroles, puissent spéculer et boursicoter à grande échelle avec la garantie de l'Etat.

Cela s'est passé en Israël. Mais cela se produit partout. Car les pratiques des banquiers ne connaissent ni les frontières ni les particularités nationales.

Laurence VINON

Malgré les promesses, les prix ont grimpé

Il y a quelques mois, lors du passage officiel du Mali au franc CFA, les autorités maliennes avaient tenu à rassurer la population. Elles avaient assuré qu'il n'y aurait aucune hausse et que tous les marchés seront suffisamment approvisionnés pour empêcher la spéculation. Les contrôleurs des prix, les associations telles que l'UNFM (Union Nationale des Femmes du Mali) devaient aussi faire la chasse aux commerçants malhonnêtes. Il faut croire que tout ce beau monde ne fait pas son travail ou alors ils ne font pas le poids face aux commerçants. Qu'on en juge : depuis le mois de septembre, date de changement de la monnaie malienne en francs CFA, les prix ont non seulement doublé mais parfois triplé, voire ont atteint des sommets vertigineux.

Ainsi le prix officiel du litre d'huile d'arachide est de 425 F CFA. Mais à l'heure

actuelle, on trouve l'huile à 1 000 F ou 1 250 F CFA le litre. L'oignon se vend à 1 200 F CFA le kilo, alors qu'avant on l'avait au maximum à 1 000 F Malien, soit 500 F CFA. Parfois aussi le prix de la marchandise est traduit automatiquement en F CFA sans faire la conversion officielle. C'est le cas de la tomate. Le tas de tomate était vendu 100 F Malien. Avec le changement on devrait le vendre 50 F CFA. Eh bien le tas est toujours vendu 100 F, mais en CFA. Les commerçants qui ont peur de se faire prendre par les contrôleurs trouvent différents moyens. Le plus simple, c'est de respecter les prix, mais de diminuer la quantité de produit vendu. C'est ainsi que tous les légumes, le charbon, sont bien sûr vendus à 50 F CFA le kilo. Mais en réalité le tas de 50 F CFA correspond à un tas de 25 F CFA.

L'Association des Femmes du Mali (l'UNFM) aurait mené

une enquête, selon le quotidien gouvernemental malien *L'Essor*. Et il serait apparu que ce sont les grossistes qui ont augmenté les prix. Donc les marchands, les petits revendeurs, eux, ne font que suivre pour ne pas perdre de l'argent.

Bien évidemment, au niveau des salaires, la conversion FM/F CFA est la règle. Il n'est pas question d'augmenter les salaires. Celui qui percevait 50 000 FM percevait maintenant 25 000 F CFA. Et à ce niveau, c'est déjà un privilégié. Car le salaire moyen est de l'ordre de 20 000 à 30 000 FM soit de 10 000 à 15 000 F CFA. Et, vu les prix actuels, allez donc faire le marché, payer le loyer, en un mot vivre dans une situation pareille. C'est dire que les populations, l'immense majorité pauvre, vivent une situation qui ne peut que conduire à la révolte.

Les militaires s'entraînent à la répression

Des manœuvres militaires franco-ivoiriennes regroupant un total de 5 000 hommes ont eu lieu récemment en Côte d'Ivoire. Officiellement, il s'agissait de « tester les capacités d'intervention et de défense des armées ivoiriennes appuyées par des forces françaises, en cas d'attaque venant de l'extérieur ». Ces manœuvres militaires, baptisées « Comoé 84 », sont considérées comme les plus importantes jamais réalisées en Côte d'Ivoire depuis 1962, date à laquelle un accord de défense a été signé entre ce pays et la France.

Depuis les indépendances, la France continue d'entretenir des bases militaires dans certaines de ses anciennes colonies d'Afrique. Les plus connues sont bien évidemment celles de Dakar, Abidjan, Libreville et récemment Bangui. De temps en temps, les troupes venant de ces différentes bases et aussi de France se retrouvent dans un pays pour participer à des manœuvres du genre « Comoé ». Ces manœuvres, véritables démonstrations de force et de puissance, n'ont évidemment rien à voir avec une quelconque résistance face à un ennemi extérieur. D'autant que les seuls « ennemis extérieurs » dont la Côte d'Ivoire eut à souffrir au cours du siècle passé, ce sont précisément ces militaires français qui encadrent et commanditent la manœuvre.

En réalité, le but de ces manœuvres est de montrer aux populations pauvres, de leur faire savoir qu'en cas de soulèvement elles auraient en face d'elles les troupes franco-ivoiriennes. En même temps, ces manœuvres permettent aux différentes troupes de se connaître, d'apprendre à réprimer ensemble. En Côte d'Ivoire, cela s'est vu dans le passé : durant les années 1970, des révoltes dans l'ouest du pays ont été sauvagement réprimées par les troupes françaises

appuyant les militaires ivoiriens.

Accessoirement, ces manœuvres constituent pour l'armée une bonne occasion de montrer qu'elle est là, et bien là, en particulier pour surveiller la fameuse succession de Houphouët. Que les candidats à la succession se le tiennent pour dit : ce n'est pas le vieillard sénile qui décide, pas les populations non plus, cela va de soi, c'est l'armée qui tranchera pour l'un ou pour l'autre... ou pour elle-même.



Mitterrand et Houphouët - Boigny, président de Côte-d'Ivoire, lors d'une récente visite privée de ce dernier à Paris (AFP)

Manœuvres discriminatoires contre les enfants d'immigrés

Les manœuvres de divers maires d'arrondissements parisiens pour empêcher les travailleurs immigrés de s'installer dans leur zone d'influence ne sont pas nouvelles. Depuis des mois, tracasseries et obstacles administratifs sont monnaie courante, encouragés il est vrai par les directives gouvernementales officielles destinées à faire la chasse aux immigrés clandestins.

Malgré une circulaire de juillet venant du ministère de l'Education nationale (rappelant qu'il n'était pas question que les directeurs d'établissements scolaires acceptent les discriminations que certaines mairies avaient ordre d'opérer à l'encontre des enfants des familles étrangères qui ne pourraient présenter tous leurs papiers), certains amis de Chirac, voire de Le Pen, continuent à se distinguer.

Témoins ces deux cas qui nous ont été rapportés par une enseignante d'une école primaire du quartier de Belleville, dans le XX^e arrondissement.

Car-ferries SNCF de la mer du Nord en grève : les négociations sont à l'eau

A l'issue des discussions du mercredi 2 janvier entre la direction SNCF — armement naval (liaisons maritimes) et les syndicats CGT et CFDT, la situation ne s'est pas débloquée dans les grands ports de la mer du Nord. Les marins des car-ferries assurant la liaison entre la Grande-Bretagne et la France continuent leur grève.

Commencé le lundi 31 à Dunkerque, à l'initiative de marins CGT du *Saint-Germain* sur lequel la direction avait décidé de supprimer tout trafic voyageurs, le mouvement s'est durci et, en trois jours, a gagné Calais, Boulogne et Dieppe.

Selon la CGT, la décision de la direction SNCF annonce une politique de rigueur accrue qui serait dictée par la nécessité, compétitivité oblige, de faire face à la « Sea-Container », la compagnie anglaise née de la récente reprivatisation de la branche anglaise au sein de la Sealink.

La « Sea-Container » a d'ores et déjà annoncé qu'elle comptait bien assainir sa gestion et qu'il n'était pas question pour elle d'assumer les déficits de la Sealink (120 millions sur 504 millions de chiffre d'affaires). Et la concurrence de la compagnie anglaise a bon dos !

Du coup, on parle à terme de 300 à 400 emplois à supprimer sur un total de 1 850 du côté français, et de la nécessité de renégocier une convention collective plus proche de celle du secteur privé. Ce qui, selon les syndicats, se traduirait par des conditions plus dures pour les travailleurs.

Pour le moment, malgré les menaces de sanction qui pèsent sur eux — en droit maritime, ce genre de grève est assimilé à une mutinerie —, les grévistes poursuivent leur mouvement, encouragés par la CGT qui a fait savoir « qu'elle mènerait le conflit jusqu'au bout ».

La loi c'est de fréquenter l'école dès l'âge de 6 ans...

Mohamed B., 6 ans, né en Tunisie, arrive cet été en France. Son père, domicilié chez ses parents, rue Ramponeau, Paris XX^e, est chauffeur routier.

En septembre, il se rend à la mairie du XX^e pour inscrire son fils dans une école. L'employée demande, pour pouvoir inscrire Mohamed, que les vaccinations nécessaires soient faites : ce qui est légal.

M. B. emmène son fils chez un médecin. Les vaccins sont faits et un carnet lui est délivré.

Nouvelle démarche à la mairie, où on lui demande alors un certificat de « bonne santé ». Le médecin, devant cette demande,

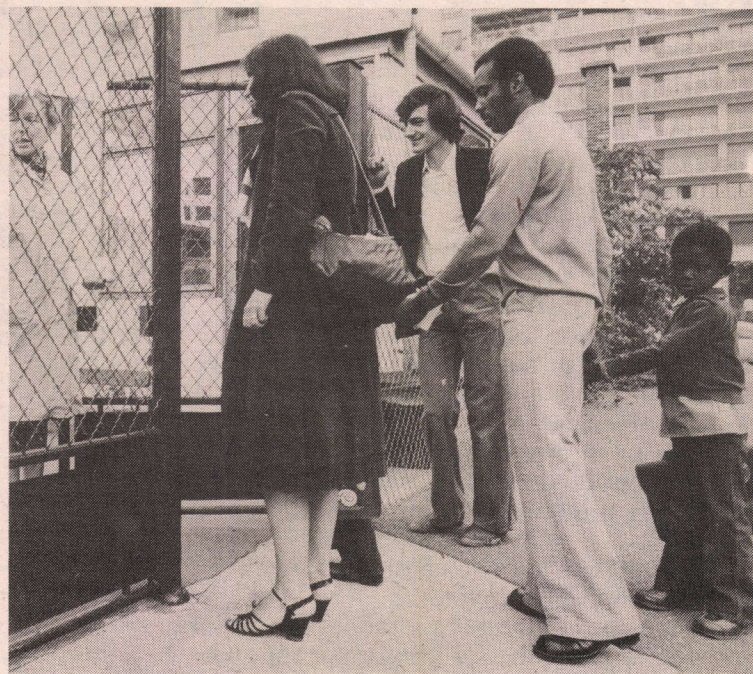
semble étonné mais accepte de porter la mention « en bonne santé » sur le livret. M. B. retourne à la mairie, où cette fois-ci l'employée lui réclame un « papier officiel » à faire établir par la mairie du village, en Tunisie, l'autorisant à confier son fils à sa sœur et à ses parents, puisque lui-même est souvent sur les routes.

M. B. refuse, cette fois-ci, cette nouvelle exigence. Dix fois, il retournera à la mairie. En désespoir de cause, il décide de s'adresser directement à l'école. Le directeur de l'école, constatant que l'enfant est d'âge « d'obligation scolaire », décide d'inscrire l'enfant et demande à une

responsable d'association du quartier d'accompagner M. B. à la mairie, muni d'un certificat de scolarité.

L'employée de la mairie demande alors à voir la carte de séjour de M. B. et de son propre père ! La responsable d'association qui l'accompagne s'étonne de cette demande de titre de séjour qui est illégale (cf. B.O. du 26/7/84) et réclame à voir la note officielle justifiant cette demande.

Après dix minutes de recherches, l'employée explique alors qu'elle a reçu des « consignes orales » de M. Bariani, maire du XX^e arrondissement. Les choses en sont là. Mohamed a perdu 4 mois de sa première année scolaire.



Ouvrir les portes de l'école publique à tous les enfants. (Photo Frilet)

... jusqu'à 16 ans

Ahmed Zia, 14 ans, né à Oujda au Maroc, est arrivé en France le 13 octobre 1984, chez son père, travailleur dans le bâtiment, installé en France depuis 1954. Ils sont domiciliés dans le XI^e arrondissement.

Quelques jours après son arrivée, le père se présente à la mairie du XI^e pour inscrire Ahmed sur les listes scolaires. Les CLIN (classes d'initiation au français) et CLAD (classes d'adaptation au français) du XI^e fonctionnent à plein. Ahmed ayant besoin d'un

enseignement du français avant d'être inscrit dans un collège, on lui dit d'attendre qu'une place se libère.

Trois semaines s'écoulent. Le cousin d'Ahmed, scolarisé dans une CLIN du XX^e arrondissement, explique à l'instituteur de sa classe la situation d'Ahmed.

L'instituteur prend contact avec le père d'Ahmed et explique le problème à son directeur ; lequel établit une fiche pour la mairie du XX^e expliquant qu'il dispose

de places pour accueillir Ahmed.

Monsieur Zia se rend à la mairie, muni de tous les papiers nécessaires à une inscription. L'employée lui explique que son fils ne peut être inscrit dans une école du XX^e, puisque domicilié dans le XI^e.

Le père revient à l'école où l'instituteur décide d'accompagner Ahmed dans une nouvelle démarche. Devant un nouveau refus, l'enseignant explique que les enfants non francophones « primo-arrivants »

peuvent être accueillis dans n'importe quelle « CLIN », ces enfants n'étant pas soumis à un « secteur scolaire ».

L'employée décide d'en référer à la secrétaire de M. Bariani, maire du XX^e. La réponse ne vient pas. Au bout d'une semaine, l'instituteur la contacte à nouveau : il est décidé d'attendre l'avis de M. Bariani.

Le directeur de l'école décide qu'en attendant Ahmed ne peut rester à la rue et l'accepte en classe de CLIN, après accord de

l'inspectrice départementale de l'Education nationale et du Centre d'information et d'orientation qui semblent ne pas comprendre l'attitude de la mairie. Aucune réponse ne vient.

A la veille des vacances de fin d'année, Ahmed était donc scolarisé, mais toujours pas inscrit « régulièrement » à la mairie. Les démarches de la part du directeur n'ont pourtant pas cessé, ni les diverses prises de position des associations du quartier (pétitions, démarches...).

□ CHAFFOTEAUX
(Saint-Brieuc)

Manifestations contre les risques de licenciements

Mercredi 20 décembre, à l'appel de la CGT, 1000 travailleurs de Chaffoteaux ont manifesté après le travail dans les rues de Saint-Brieuc, contre les risques de licenciements. D'autres travailleurs se sont joints à cette manifestation, comme ceux de Maffart, entreprise de quincaillerie en gros, qui venaient d'apprendre la veille que 49 d'entre eux seraient licenciés. Au total cela faisait environ 1 500 manifestants.

Les élus du PS ont été souvent pris à partie dans les slogans tels que : « Dollo, Saunier-Josselin, votre soutien, c'est du baratin ». Il faut dire que de nombreux travailleurs de Chaffoteaux ont de plus en plus l'impression que depuis des mois on les lanterne avec des promesses à propos de telle ou telle possibilité, de tel ou tel repreneur pour l'entreprise, mais que rien de précis ne vient jamais. L'inquiétude grandit à l'approche du 15 février, date à laquelle Chaffoteaux devrait se retrouver en règlement judiciaire si d'ici là le « trou financier »

de l'entreprise n'est pas « bouché » par un nouvel apport de capital.

Le cortège devait se diriger à la préfecture. Après un bref discours d'un dirigeant CGT, certains ont proposé de continuer et la manifestation est répartie. Pas pour un long trajet, puisque la mairie est située sur la même place que la préfecture ; et une bonne centaine de travailleurs s'y sont engouffrés, « histoire de visiter ». Ils sont tombés sur une malheureuse commission du conseil municipal et un adjoint qui ont passé un mauvais moment sous les quolibets des manifestants et ont dû téléphoner au ministère de l'Industrie, à la demande de la CGT.

Le lendemain, ce sont à nouveau 70 travailleurs qui sont allés assister au Conseil municipal pour interpeller les élus. Seuls les élus PC faisaient bonne figure, les autres et surtout le maire et le député PS étant les principales cibles. Après cette première séance de défoulement contre les élus, les cadres

et le directeur de l'usine ont eu droit au même traitement. Ils étaient réunis dans un hôtel pour un « dîner de travail ». Les travailleurs sont arrivés sans crier gare, entre la poire et le fromage.

Ce type d'actions proposées par la CGT depuis plusieurs semaines plaît aux travailleurs les plus décidés. Elles sont regardées plutôt avec sympathie même par ceux qui n'y participent pas : le lendemain, on s'informe des détails auprès des participants. Les journaux soulignent à chaque fois qu'il s'agit d'opérations du PC. Mais quand le PS s'en plaint, tout le monde s'en moque. Ainsi, il y a quelque temps, le maire et le député PS sont venus en personne à la porte de l'usine diffuser un tract qui vantait leur activité incessante pour Chaffoteaux et protestait contre les attaques inadmissibles dont ils étaient l'objet. Eh bien, il ne s'est trouvé personne pour les plaindre. Ce qui prévalait, c'étaient les remarques ironiques sur leur présence à la porte.

Correspondant LO

□ SEP-LE HAILLAN
(Bordeaux)

Dialogue de sourds

A la SEP-Le Haillan (près de Bordeaux), fabricant de propulseurs pour missiles et pour la fusée Ariane, il est de bon ton, pour la direction, de prétendre être à la pointe du progrès social et des relations humaines.

Pourtant, alors, que le patron et ses chefs nous rebattent les oreilles avec leurs fameux « dialogue et concertation », trois travailleurs du B24 ont été sanctionnés par le chef de service du coin pour avoir... mal répondu à leur chef. Il est vrai que, malgré les belles paroles et la pommade, nos problèmes sont toujours là et s'aggravent même, nos conditions de travail se dégradant en même temps que nos salaires. Alors, rien d'étonnant à ce que nombre d'entre nous se rebiffent. Il se trouve que, dans ce cas, le dialogue se conclut vite par une sanction.

En tout cas, nous ne l'acceptons pas et c'est pour cela que jeudi 13 décembre, nous nous sommes retrouvés à 150 à débrayer sous les fenêtres du chef de service. Une délégation de travailleurs a voulu le rencontrer mais, comme par hasard, il avait disparu. Nous avons donc décidé d'aller tous ensemble « dialoguer » avec la direction en un cortège très

animé, en tout cas très remarqué dans l'usine.

La direction, rencontrée en chemin, préféra ne pas nous voir et s'engouffra dans un bâtiment. Mais nous sommes têtus : nous l'avons suivie. Et par peur du ridicule le nouveau directeur, cerné, fut bien forcé de nous remarquer tout de même, et le « dialogue » s'instaura alors avec les travailleurs.

Ce directeur-là prétendait ne pas être concerné : c'était paraît-il à un autre directeur qu'il fallait s'adresser... mais celui-ci, n'était pas là. Décidément, nos responsables s'étaient tous volatilisés.

Aussi, le mardi suivant, la direction a bien été obligée de réagir en convoquant les sanctionnés, et c'est avec une dizaine de travailleurs qui les accompagnaient que la rencontre a eu lieu.

Alors, s'il est vrai que, pour l'instant, nous n'avons pu faire retirer les sanctions, nous étions tout de même très contents d'avoir marqué le coup en donnant cet avertissement. Les jours suivants, les discussions allaient bon train et les chefs « faisaient la gueule ». Belles journées !

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

Crise de foi(e)

Pour les fêtes, la litanie du pape a été : « La paix, les pauvres, etc. ».

Aux Essais, pour notre sous-pape à nous, cela a été : « L'effort, la réduction des coûts, travailler plus... »

Décidément, Noël, ce n'est pas seulement la période des bûches, c'est aussi celle des tartes à la crème.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-CSF Malakoff.

Une fois n'est pas coutume

Albert sera aux AGF le 8 janvier. L'information est donnée par 11.11.

Pour marquer son affection, il tient à être présent aux vœux des cadres. C'est vrai que les vœux en février ou en mars, c'est plus pareil.

Alors, fi des vacances d'hiver !

Y a pas à dire, quelle vie de sacrifices que celle de P-DG !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière AGF-La Fayette-Paris.

Sin.. JR

Des savants ont essayé de faire lire des singes. Rien à faire, ils déchiraient les papiers. On croyait que JR savait lire, mais il a la même réaction avec les tracts CGT.

Ce doit être un anticommuniste primate.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson-Villeneuve.

Que les gros salaires lèvent le doigt

En 1984, la moyenne des salaires et des primes était de 7 542 F par mois et par agent.

On voudrait bien connaître le salaire et les primes de ceux qui font monter la moyenne.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Paris 17.

Non aux suppressions de postes !

La direction locale a annoncé au dernier CE qu'elle envisageait de nombreuses études sur la CEX, études qui toucheront, pour l'instant, la Manœuvre et les CIS. Et qui dit « études », dit suppressions de postes.

Cela n'a rien d'étonnant quand on sait qu'au niveau national la SNCF ne cache pas qu'elle veut supprimer plusieurs milliers d'emplois.

Alors, il faudra s'opposer à ces suppressions de postes, même si c'est un emploi ici ou là. Car accepter ne serait-ce qu'une suppression de poste, ce serait mettre le doigt dans l'engrenage. Et il faudra, pour faire ravalier à la SNCF ses pré-

tentions, que tous les chemins de France, par une lutte d'ensemble, refusent que dans tel ou tel endroit des emplois soient supprimés.

250.000 nous sommes, 250.000 nous devons rester !

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

Le bilan social 83 est paru. Et on y apprend des choses

très intéressantes. Par exemple, le nombre de cadres qui touchent plus de 15 000 F par mois est passé de 3.850 à 4.858 !

Il n'y a pas de postes à supprimer, là ?

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Villeneuve.

Révoltant

Hier matin à OCF, un camarade a eu la main droite coupée.

Les Télécom perfectionnent un combiné téléphonique : la matraque !

Les Télécommunications ont un service commercial efficace dans le racket des usagers, comme on peut le constater dans ces deux exemples cités par le Canard enchaîné du 2 janvier.

La direction régionale des Télécommunications de Franche-Comté vient de modifier ses tarifs d'abonnement. Les explications qu'elle a données permettent de découvrir la réglementation en vigueur, pour le moins surprenante. L'abonnement est de :

— 35 F lorsque la circonscription comprend moins de

50 000 abonnés ;
— 40 F au-dessus de 50 000 abonnés (sauf à Paris) ;
— 47 F à Paris.

Bref, à l'inverse des règles usuelles du commerce, plus il y a de clients, plus c'est cher !

Dans la même veine, les Télécommunications ont mis en service une petite merveille : la carte à paiement différé. Grâce à un code d'accès, le montant de la communication obtenue à partir d'une cabine publique sera ajouté à votre facture ordinaire. La carte vous coûtera simplement 40 F,

vous sera envoyée en recommandé à vos frais

Evidemment, tout le monde n'est pas obligé d'adopter ce gadget. Mais tous les usagers sont obligés de subir les tarifs des Télécommunications.

Il faut de l'argent aux Télécommunications. Pas pour équilibrer ses comptes — c'est un des seuls services publics qui soit bénéficiaire. Mais pour financer les grands et coûteux plans d'équipement. L'intérêt pour l'utilisateur en est plus que discutable, mais ce sont autant de cadeaux aux trusts de l'électronique.

SELECTION

Samedi 5 janvier

20 h 35. FR3. **Prélude à la nuit.** Plus de deux heures de musique classique avec une vingtaine de morceaux, de Bach à Verdi en passant par Mozart.

22 h 10. TF1. **Droit de réponse :** Nous sommes tous des immigrés. Une émission antiraciste avec Pierre Perret, Linda de Suza, etc.

Dimanche 6 janvier

18 h. TF1. Feuilleton : **Le vent d'Australie.** Premier d'une série de huit épisodes d'une histoire qui débute avec les premiers colons australiens. On verra...

18 h. FR3. **Hugues Panassié ou la passion du jazz.** Un portrait du premier critique de jazz, inconditionnel du jazz « classique » ; avec des films musicaux de Duke Ellington, Armstrong...

20 h 35. TF1. Film : **Une semaine de vacances** de Bertrand Tavernier avec Nathalie Baye et Gérard Lanvin. Une enseignante en congé-maladie, confrontée à ses problèmes.



22 h 30. FR3. Film : **Cyrano et d'Artagnan** d'Abel Gance. La rencontre des deux gascons, échappés du roman de Dumas et de la pièce de Rostand. Mouvements de capes et d'épées garantis.

Lundi 7 janvier

20 h 35. A2. **L'heure de vérité.** Avec qui en vedette ? Mitterrand, sûrement pas...

Mardi 8 janvier

20 h 40. A2. Film : **Allons z'enfants** d'Yves Boisset, d'après le roman d'Yves Gibeau. L'histoire d'un enfant de troupe vacciné contre



l'armée. Efficace contre la contagion !

21 h 35. TF1. **L'odyssée de l'équipe Cousteau :** Sang chaud dans la mer ou l'évolution des premières cellules aux mammifères marins à température constante.

22 h 30. TF1. **Watteau.** Une galerie de tableaux de ce peintre du XVIII^e siècle où on se laisse volontiers embarquer.

Mercredi 9 janvier

22 h 05. A2. **L'homme et le travail.** Les risques toxiques. Les maladies professionnelles et la législation qui s'y rapporte.

22 h 30. FR3. Téléfilm : **Le puits artésien.** Dans le Nord, des cultivateurs de cresson se voient menacés par l'industrie sucrière qui pompe toute l'eau nécessaire aux cultures.

Jeudi 10 janvier

20 h 35. TF1. Feuilleton : **Maria Chapdelaine.** En quatre épisodes, le film de Gilles Carles tiré du roman de Louis Hémon. L'amour de Maria pour François Paradis chez les paysans québécois au début du siècle. Splendide nature et belle histoire émouvante. A vos mouchoirs !

21 h 35. FR3. **Debout l'opérette.** En piste avec Offenbach et compagnie !

23 h. FR3. Film : **Femme entre chien et loup,** d'André Delvaux. En Belgique en 1940 : une femme mariée à un fasciste s'éprend d'un résistant. Les sentiments sont rendus avec simplicité dans le cadre reconstitué avec soin de la Belgique occupée.

23 h 05. TF1. Film : **Le Doulos** de J.P. Melville avec Belmondo, Reggiani, Piccoli. Un policier qui emprunte tant à la tradition hollywoodienne que française.

Vendredi 11 janvier

21 h 35. A2. **Apostrophes** avec des acteurs-écrivains.

23 h. A2. Film : **L'appât** d'Anthony Mann avec James Stewart, Janet Leigh. Un grand western dans le cadre grandiose des montagnes et des forêts de l'Ouest américain.



Max Gallo, romancier, mais aussi jusqu'au dernier remaniement ministériel de décembre 1984 porte-parole du gouvernement de Mitterrand, a visiblement trouvé avec Jean Jaurès un modèle susceptible à ses yeux d'éclairer, d'expliquer et de justifier bien sûr, l'action des socialistes d'aujourd'hui au gouvernement. Pauvre Jaurès !

Le gros livre de Gallo — biographie romancée — se conclut d'ailleurs sur l'affirmation : « Je suis avec Jaurès » — Jaurès aurait-il été avec Gallo ? —, après avoir consacré l'essentiel de ses pages à la vie parlementaire de l'époque, aux différentes combinaisons gouvernementales et aux interventions à la Chambre que fit Jaurès. Gallo ne se gêne pas pour souligner à maintes reprises le « réalisme » de Jaurès qui « ne s'aveugle pas au nom d'une idéologie et est décidé à trouver des solutions aux problèmes quand ils se posent ». Et si Max Gallo parle ainsi de la « modernité » de Jaurès, soyons sûrs que ce n'est pas seulement le romancier qui s'exprime mais bien le notable socialiste d'aujourd'hui qui ne salue le savoir de Jaurès « à enraciner le mouvement socialiste dans la démocratie » que pour mieux tenter d'excuser la politique réformiste, tout au service des intérêts de la bourgeoisie, de ses compères du gouvernement actuel.

Ceci dit, le portrait de Jaurès que brosse Max Gallo fait revivre une période du mouvement

ouvrier, celle où contrairement à aujourd'hui, le réformisme pouvait dans une certaine mesure apporter quelques avantages à la classe ouvrière, ou du moins à une fraction de celle-ci. Il montre aussi ce qu'effectivement Jaurès avait de « grand » par rapport aux « petits » socialistes d'aujourd'hui réduits à l'état de valets de la bourgeoisie.

Né en 1859, assassiné le 31 juillet 1914 à la veille de la proclamation de la guerre, Jaurès n'a pas connu une période de grands bouleversements sociaux ou politiques. Lors de la Commune de Paris, il n'était qu'un enfant, issu d'un milieu bourgeois, vivant dans une lointaine province.

L'époque dans laquelle Jaurès vécut et mena son action politique fut marquée par la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie et son enrichissement considérable lié au développement de l'industrie et aux conquêtes coloniales. Elle fut également marquée par un développement considérable du mouvement ouvrier qui forgea ses organisations syndicales et politiques. Les travailleurs menèrent de nombreuses luttes, lut-

« Le grand



— Jaurès pose au milieu des grévistes de

tes parfois réprimées violemment par la troupe que le gouvernement envoya contre les grévistes mais qui se soldèrent aussi souvent par des améliorations des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière française. Ce fut l'époque aussi où les idées socialistes gagnèrent de larges couches de travailleurs : le marxisme, l'anarcho-syndicalisme mais également le socialisme réformiste.

En 1885, Jaurès s'engagea dans la vie politique, non comme socialiste mais comme républicain. Agé de vingt-six ans, il n'avait exercé que quelques années son métier de professeur, après de brillantes études à l'Ecole normale supérieure. Il fut élu une première fois député de la circonscription de Carmaux, dans le Tarn, contre un candidat monarchiste, grand propriétaire terrien et industriel. Il s'était présenté pour la défense des institutions « démocratiques », contre les partisans d'un ordre réactionnaire. Et c'est comme tel qu'il assura son mandat au Parlement, ne se distinguant en rien des autres députés radicaux qui défendaient une politique de réformes. Non réélu en 1889, il revint au Parlement trois ans plus tard nanti d'une popularité dans la classe ouvrière, à la suite de la grève de dix semaines des mineurs de Carmaux dont il prit la défense. Soutenu



Incident à la Chambre, entre Jaurès qui défend Dreyfus, et le député Barthou, avec qui il se battra en duel.

Jaurès »

de Max GALLO



Graulhet, en 1909.

par les socialistes, c'est à cette époque qu'il rejoignit leurs rangs tout en se proclamant « *socialiste indépendant* ». A partir de là, le « *grand Jaurès* », tribun, travailleur infatigable, mit toute son intelligence et son énergie pour défendre depuis la tribune parlementaire les causes qu'il estimait justes. Il fut le premier dans les rangs des socialistes à dénoncer dans « *l'affaire Dreyfus* » l'iniquité du procès qui avait envoyé celui-ci au bagne et l'antisémitisme qui se propageait partout en France. Il mena campagne pour la laïcité, pour l'obtention de réformes visant à améliorer le sort de la classe ouvrière et, à partir de 1910, contre le service militaire à trois ans et la menace de guerre qui se précisait. Chacune de ses interventions, que ce soit comme orateur à la Chambre des députés, comme journaliste dans les colonnes de son journal *La petite République* puis *L'Humanité*, ou à la tête des manifestations ouvrières, lui valut d'accroître sa popularité parmi les travailleurs, d'apparaître comme le chef de file du mouvement socialiste français y compris en 1905, au sein de la SFIO (section française de l'internationale ouvrière qui se créa en 1899).

En même temps, se concentrait sur sa personne la haine de toutes les cou-

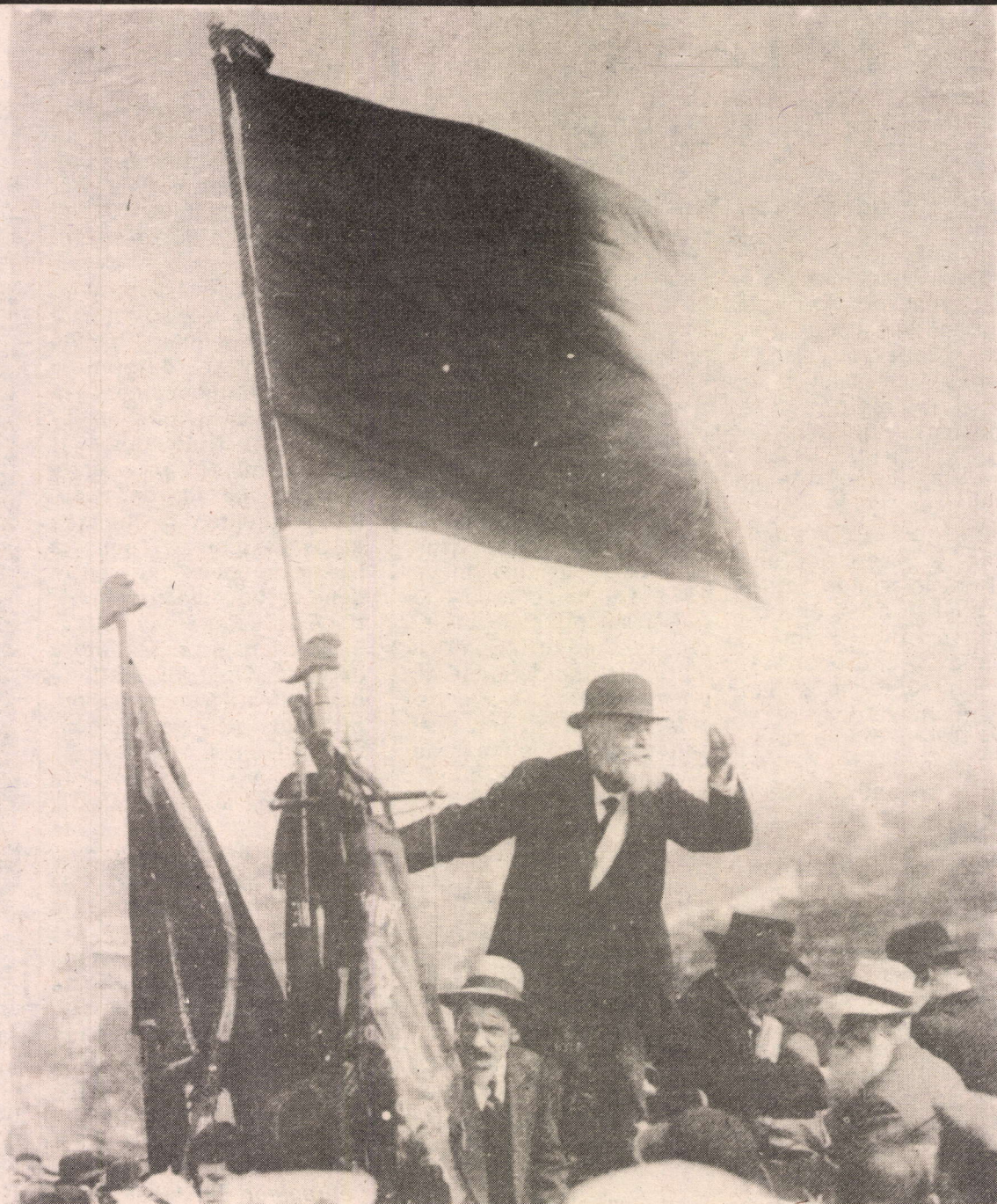
ches réactionnaires qui virent en lui l'ennemi à abattre. Sa campagne contre la guerre qui approchait, menée sur le ton « *oui, maintenir la paix par tous les moyens d'action du prolétariat, même par la grève générale internationale, même par la révolution* », contribua certainement à armer le bras de celui qui devait l'abattre à coups de revolver le 31 juillet 1914.

Toute la politique de Jaurès, dirigeant du mouvement socialiste français, reposait sur la conviction qu'il était possible d'infléchir la machine parlementaire dans un sens favorable aux travailleurs, d'instaurer un changement pacifique vers une société socialiste « *humaine et démocratique* » par le suffrage universel et le gain d'une majorité à l'Assemblée. Cette idée que « *la machine étatique paraissait ouverte à tous* » comme dit Gallo et qu'il était possible de la pénétrer petit à petit jusqu'à la conquérir entièrement, devait en particulier conduire Jaurès à appuyer et défendre l'entrée de socialistes comme Millerand au poste de ministre de gouvernements... pour y faire — déjà à l'époque — la politique de la bourgeoisie. Et l'on a vu où ce réformisme a finalement conduit le mouvement ouvrier français comme européen : à la sanglante boucherie mondiale qui devait faire des millions de morts parmi le prolétariat et balayer toutes les conquêtes sociales antérieures. Cela alors qu'au gouvernement se réalisait justement « *l'Union sacrée* » entre ministres ouvertement bourgeois et ceux qui comme Millerand ou Briand camouflaient encore leurs trahisons derrière l'étiquette « *socialiste* ».

Mais ces conclusions, Gallo ne les tire évidemment pas. Soixante-dix ans après la mort de Jaurès et la faillite de toute la politique réformatrice pour défendre les intérêts du mouvement ouvrier, il est solidaire de ceux qui nous la resservent aujourd'hui au gouvernement comme un plat empoisonné.

Marianne LAMIRAL

Le grand Jaurès, de Max Gallo. Ed. Robert Laffond. 595 pages. 125 F.



— Jaurès harangue une foule de 150.000 personnes lors du meeting contre la loi des trois ans du Pré-St-Gervais, en mai 1913.

« Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste »

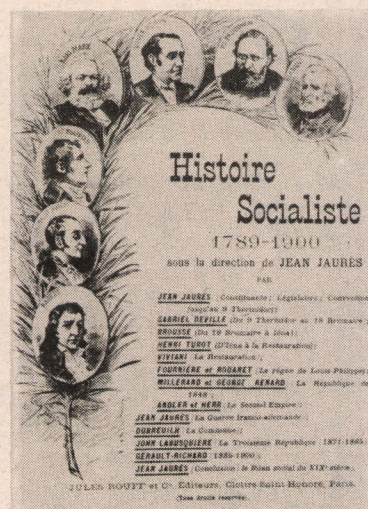
de Charles RAPPOPORT

Ce livre écrit à peine après la mort de Jaurès n'est pas à proprement parler une biographie. Il représente plutôt un hommage rendu à Jaurès par l'auteur qui était alors lui aussi socialiste avant de se rallier à la Révolution russe et de contribuer à la naissance du Parti Communiste français pour s'en détourner, dénoncer ce qu'il devint sous l'emprise stalinienne, et retourner finalement à la SFIO.

Sous les trois grandes rubriques que comporte l'ouvrage, Rappoport regroupe de très larges extraits de textes et discours de Jaurès, passant ainsi en revue tous les aspects de son activité de militant politique. Et c'est particulièrement intéressant pour comprendre la portée et les limites de ce que fut le socialisme réformiste du début du siècle qu'incarnait Jaurès.

Rappoport, quant à lui, se contente de n'intervenir entre les textes de Jaurès que pour les paraphraser le plus souvent quand il ne tarit pas d'éloges pour celui envers lequel il nourrissait visiblement une admiration sans borne. C'est ainsi qu'il s'exclame — et cela donne le ton de ses quelques commentaires : Jaurès « *allait à travers la vie, bon et vigoureux ouvrier de l'Idéal, confiant et ardent au travail, les yeux fixés sur l'étoile polaire de l'Idée* »... C'est dire combien cet hommage est vibrant et dépourvu de toute once de critique ou de simple recul, reflétant ainsi l'influence considérable qu'avait pu exercer Jaurès sur l'ensemble des militants du mouvement ouvrier de l'époque.

Il ne faut donc chercher dans ce livre ni une biographie, ni un examen criti-



— Homme politique mais aussi journaliste et écrivain, Jaurès dirige la publication d'une *Histoire socialiste*.

que de la politique de Jaurès, ni une histoire du mouvement ouvrier de la période. Mais les textes de Jaurès qui y sont largement reproduits valent vraiment la lecture.

Lucienne PLAIN

Jean Jaurès de Charles Rappoport. Editions Anthropos. 135 F.

« Le der des ders »

de Didier DAENINCKX

Didier Daeninckx, qui vient de recevoir un prix du roman policier pour son livre *Meurtres pour mémoire*, qui avait pour fond l'assassinat des Algériens par la police en octobre 1961 à Paris, publie un nouveau roman noir.

Cette fois-ci, il abandonne son inspecteur Cadin et le monde actuel pour mettre en scène un détective privé ex-poilu, rescapé des tranchées. L'action est donc située au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Pour les besoins de son intrigue, il met en scène quelques-uns des éléments historiques offerts par la situation de l'époque.

C'est l'occasion de dénoncer l'horreur du combat dans les tranchées avec ses séquences pour les mutilés revenus de l'enfer. Une visite dans un hôpital est éloquente sur ce point. On voit comment pendant la guerre, au moment de la révolution bolchévique, l'armée française n'a pas hésité à massacrer un régiment de troupes russes proches des révolutionnaires. Le marché noir et les trafics de toutes sortes, qui prospèrent sur la misère de l'après-guerre, sont également évoqués ainsi que

l'action militante d'anarchistes qui occupent symboliquement un musée pour réclamer des logements décentes.

Tout cela contribue à l'intérêt général du livre. On peut regretter cependant que l'auteur fasse la part très belle à Marcel Cachin, qui, après avoir été socialiste chauvin de 1914 à 1918, est devenu parmi les principaux dirigeants du Parti Communiste. L'auteur le présente comme « le digne successeur de Jaurès », en passant sous silence que Cachin, socialiste opportuniste, n'hésite pas, pendant la boucherie de la « der des ders », à aller distribuer de l'argent aux socialistes italiens bellicistes (Mussolini !) pour que ceux-ci entraînent la bourgeoisie italienne dans la guerre aux côtés de l'impérialisme français.

Que Daeninckx ait opté pour une conclusion pessimiste gâte un peu la lecture d'un livre par ailleurs intéressant.

On aurait préféré que les facilités offertes par la littérature nous débarrassent d'un général réprimeur de mutineries !

J.F.

Le der des ders de Didier Daeninckx, Coll. Série noire, Gallimard, 20 F.

DIDIER DAENINCKX

Le der des ders



GALLIMARD

« Noir sur noir »

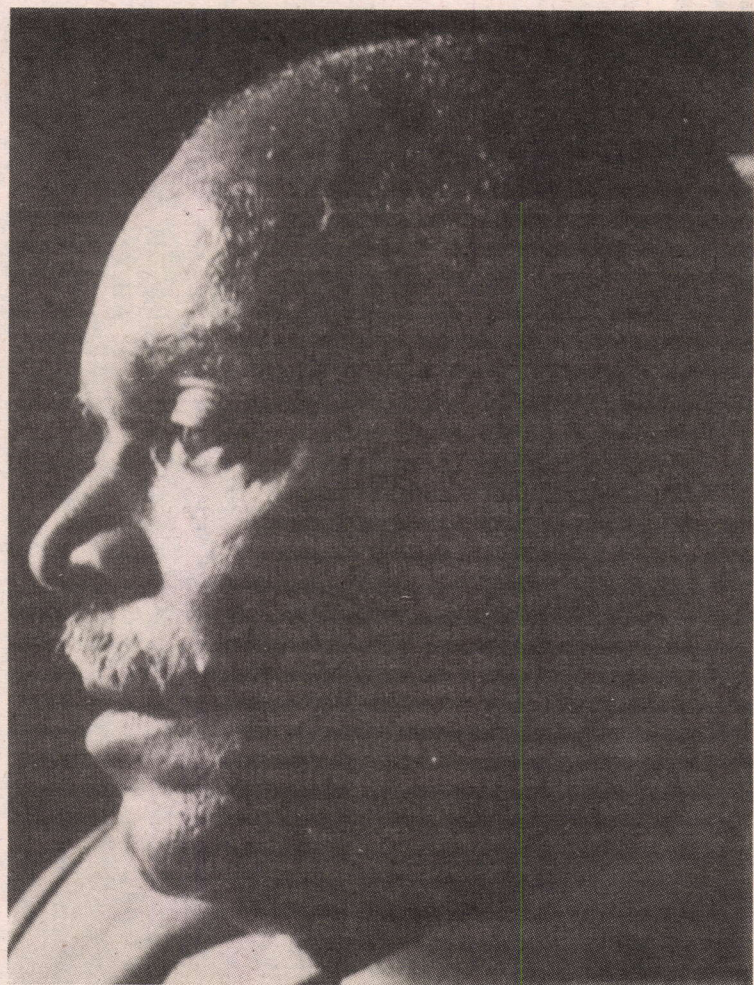
de Chester HIMES

La collection de poche 10/18 vient de rééditer un recueil de nouvelles de Chester Himes, écrites pour la plupart entre 1937 et 1948, sous le titre *Noir sur noir*.

Dans un style percutant, sec et sans détour, cet écrivain noir-américain, décédé en novembre dernier, y décrit minutieusement la situation des Noirs américains. Des Noirs qui sont issus de milieux populaires, le plus souvent des paumés, toujours des dominés et des exploités. Tous, ils vivent la peur au ventre dans cette société blanche, riche et raciste.

Un racisme sans détour dans le Sud qui pratique ouvertement la ségrégation, où deux flics assassinent un soldat noir revenant de permission tard dans la nuit, chez lui, au Mississippi ; ou plus subtil, dans le Nord : « On ne pend pas, mais les Blancs ont d'autres façons plus subtiles de tuer ».

Bien sûr, quelque temps auparavant, Chester Himes a cru dans la révolution pour résoudre la question noire aux USA, mais dans ces nouvelles, elle n'apparaît déjà plus que comme un rêve. Et d'ailleurs, pour le groupe de communistes décrit dans une de ces nouvelles, un Noir est toujours seul et ne peut pas compter sur la solidarité pour « apprendre qu'il est un Noir ».



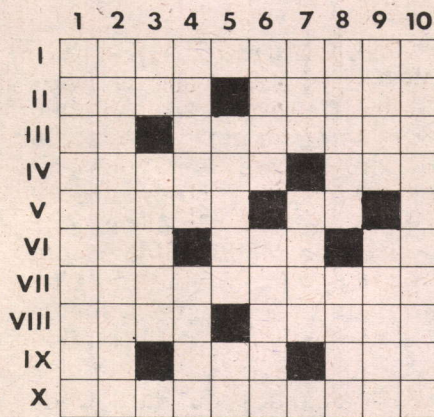
Dans l'ensemble les personnages noirs de Himes sont tout aussi brutaux, cyniques, combinards et maladroits que les Blancs. Ils prostituent leur compagne, ils volent le salaire d'un ouvrier noir ou exploitent la crédulité de leurs frères de couleur. Et si ces nouvelles réalistes ont du style et sont quelquefois décapantes, elles montrent aussi que Himes malheu-

reusement ne croyait plus dans les capacités du peuple noir-américain à lutter pour son émancipation.

Dans la dernière partie de sa vie, Chester Himes a surtout cru à sa capacité personnelle, à lui, de faire du fric avec des romans à caractère « policier » dont les Noirs sont devenus simples prétextes.

Annie DESCHAMPS

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Il ne suffit pas de les rouler pour être à la hauteur. II. Aide à franchir l'obstacle. Généralement blanc quand il est en exil. III. Divinité terre à terre. Manquant encore dans l'évolution. IV. Se pratique dans un lit. Dans une conjugaison. V. Concentration d'énergie. Attire l'attention, dans le Midi. VI. Enlève. Abréviation qui n'aura pas de suite. Monnaie courante. VII. Prêt à vendre sa peau. VIII. Connue pour son bec. De nature à rester au foyer. IX. Dans le Nord. Chanté avec « ça », a entraîné des foules. On est parfois obligé de le garder. X. Sociétés de consommation.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	R	O	S	T	I	T	U	E	E
II	R	E	N	I	E	M	E	N	T	S
III	A	T	T	E	N	A	N	T	E	S
IV	T	R	O	N	A	N	T	E		
V	O	A	G		C	A	I	L	L	E
VI		N	E	P	E	T	E		E	U
VII	A	C	N	E	S		Z	I	G	
VIII	C	H	E	R		M		L	A	S
IX	R	E	S	E	A	U	X		L	U
X	E	L	E	C	T	R	I	C	E	S

VERTICALEMENT. — 1. Ne voit jamais les choses par le petit bout de la lorgnette. 2. Augmentent la tension. 3. Désigne. Trente-huitième dans sa série. 4. Permet de mouiller. Manifesta. 5. Bande sonore. En mer. 6. Pépinière d'imans. Croisai. 7. Relatif. En chair et en os. 8. Parasite. Coule en Dordogne. 9. Vieux jeune. Commun en prison. 10. Distingués avant le P.S.



Les dossiers du Canard

Showbiz L'état du spectacle

Le dernier dossier du *Canard enchaîné* est consacré au Showbiz, le petit monde du show-business français dont Guy Bedos explique qu'on y rencontre « de moins en moins de show et de plus en plus de business ».

Si la profession compte 15 000 emplois artistiques et techniques et brasse un chiffre d'affaires de trois milliards de francs, comme partout, seule une poignée de producteurs, de promoteurs tirent leur épingle du jeu. Pour pouvoir survivre, la masse des artistes, la grande majorité doit avoir une autre activité professionnelle.

Sur 1 500 chanteurs professionnels, 200 seulement vivent de leur métier et une dizaine tout au plus sont assurés de pouvoir remplir des salles de 5 000 à 10 000 places.

Ainsi, sur 50 000 artistes adhérents à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM), qui s'occupe de faire payer les droits d'auteurs sur toutes les auditions musicales publiques, aussi bien à la télévision, à la radio que lors des concerts publics, 22 583 personnes seulement ont touché quelque chose en 1983. Et encore n'y a-t-il que 1 800 personnes qui ont perçu l'équivalent du SMIC. 44 auteurs en tout et pour tout touchaient plus d'un million de francs.

Pour faire toujours plus d'argent, tous les coups sont permis. Tel trompettiste dont la composition est devenue un « tube » n'est pas photogénique — il est chauve et bedonnant. Qu'à cela ne tienne, on présentera à la télévision un autre trompettiste plus appétissant qu'à verser au premier quelques dommages et intérêts qui sauront étouffer ses scrupules de créateur évincé.

Le succès appelant le succès, le « disque d'or » pour une vente de 500 000 exemplaires est un label qui assure une bonne tenue des ventes. Aussi les producteurs poussent-ils un peu les chiffres de ventes des disques, dont ils veulent assurer la promotion, en confondant les chiffres de la distribution avec ceux de la vente. Ainsi, quand on additionne les chiffres de vente de « disque d'or » on dépasse les chiffres de la... production réelle de disques en France. Et comme pour accentuer le caractère frelaté et illusoire de toute cette affaire, le disque d'or que l'on remet à l'artiste et à sa maison de disques n'est lui-même pas plus en or que cela : il est en plaqué et ne compte qu'un micron d'or !

Mais du moment qu'il permet aux caisses enregistreuses de s'emballer...

Le monde du showbiz est obsédé par les chiffres de vente des tubes comme n'importe quelle industrie capitaliste. Il n'a pas échappé aux conséquences de la crise. Depuis 1979, il est même touché de plein fouet. La vente des 33 tours par exemple a chuté de 42 % en cinq ans. Les grandes compagnies de disques hésitent désormais à éditer un artiste qui ne vendra que 15 ou 20 000 exemplaires. Seules quelques petites compagnies indépendantes s'y risquent encore, en co-produisant parfois la distribution avec une grande compagnie.

La mode des « vidéo-clips », des shows mis en scène à grand renfort d'électricité pour les instruments et les éclairages, a donné des possibilités nouvelles au showbiz aujourd'hui. Mais la masse des capitaux nécessaires pour de telles entreprises est beaucoup plus importante et comme les producteurs ne sont pas encore vraiment sûrs que les clips aient beaucoup d'avenir, ils restent prudents et en tout cas ne font pas grand-chose pour diversifier la création. Les artistes, dont le public est plus confidentiel, sont plus assurés que par le passé de ne pas trouver de débouchés.

Au nom de la création artistique, qu'il faut chercher ici sous un épais matelas de royalties et de billets de banque, le gouvernement, par la voix de Jack Lang, a essayé de moraliser la profession et de défendre les créateurs. Telles étaient du moins les attentions affichées, mais qui sera surpris d'apprendre que la réforme mise en place, les projets annoncés d'« espaces média » font que les masses d'argent libérées et mises en circulation finiront finalement par être récupérées en majorité par les... non-créateurs, entendez les producteurs et autres entrepreneurs de spectacles...

A propos de son producteur, Coluche expliquait : « *Lederman me prend plus de 50 % ? Oui et alors ? Je suis content d'être tombé sur quelqu'un qui m'a sorti du circuit marginal. Avoir un producteur indépendant, ça coûte cher, mais c'est, je crois, une chance. Un panier de crabes le showbiz ? J'aime bien le crabe* ». Ce dossier du *Canard enchaîné* lui présente les mille et une manières d'accommoder ce crustacé.

Jacques FONTENOY

Showbiz, l'état du spectacle. Les dossiers du Canard n° 13. 22 F.

FILMS

« Aïda »

d'après l'opéra de Giuseppe Verdi avec Sophia Loren.

Contrairement à ce que les affiches peuvent laisser croire à un amateur distrait, ce film n'est pas neuf. Il date de 1953 et surtout il a mal vieilli.

Certes, le spectateur ne perd rien au fait que Sophia Loren soit la vedette du film. Elle est très belle dans le rôle de Aïda, et Renata Tebaldi, qui lui prête sa voix, chante merveilleusement bien. Mais rien n'y fait, le grand drame de Verdi, dans cette version, apparaît comme une tragi-comédie, un film qui fait pleurer, mais de rire !

Cela tient à un tas de choses. Les décors d'abord. Le

film est entièrement tourné en studio et si platement fait qu'on ne marche pas du tout. Les palmiers sont en carton pâte. Aïda pousse la chansonnette devant une mare à canards, peinte avec soin dans un très beau bleu, et sur laquelle elle cueille un lotus de papier dont elle hume le parfum d'un air trop pénétré... De même, la lune bien ronde vient juste à point se placer au-dessus de la tête d'Aïda et de son amant Radamès au moment précis où ils échangent des mots doux... Ce sont certes des conventions qu'on est obligé d'admettre lorsque l'opéra est donné sur scène.

Mais la technique de l'opéra a fait des progrès. Et surtout, la vogue récente des films-opéras réalisés par des metteurs en scène surdoués nous a habitués à autre chose.

Alors, on est déçus ! Par les costumes, par le doublage des acteurs par les chanteurs et pour finir, par la musique tronquée. Eh oui, le metteur en scène a réussi le tour de force de représenter un « Aïda » sans ses fracassantes trompettes. Celles pourtant de la renommée !

L.P.

Sélection cinéma

Films récents...

BAYAN KO
de Lino Brocka

Un aperçu de la vie aux Philippines, d'un jeune ouvrier, qui se débat pour survivre.

Interdit aux Philippines par le dictateur Marcos, ce film donne l'image de ce que sont les conditions de vie des travailleurs dans ce pays.

Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Olympic Luxembourg 6° (vo). Marbeuf 8° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo).

LE PAYS OÙ RÉVENT LES FOURMIS VERTES
de Werner Herzog

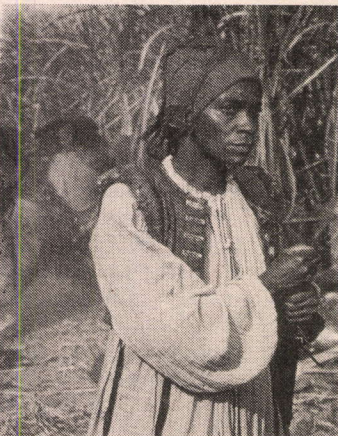
En Australie, un groupe d'aborigènes s'oppose aux travaux d'une compagnie minière parce qu'ils n'acceptent pas que l'on touche à leur terre. Un regard lucide et accusateur sur la société de ceux qu'on dit civilisés.

Gaumont les Halles 1° (vo). Hautefeuille 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Olympic entrepôt 14° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

QUILOMBO
de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII^e siècle, une révolte d'esclaves traité sur le mode de l'épopée.

Denfert 14° (vo) à 19 h 30.



AMADEUS
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compo-



teur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime... Gaumont les Halles 1° (vo). Impérial Pathé 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Studio de la Harpe 5° (vo). Odéon 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Champs Elysées 8° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). 14 Juillet Bastille 11° (vo). Athéna 12°. Escorial 13° (vo). Gaumont Sud 14°. Miramar 14°. Montparnos 14°. Sept Parnassiens 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo). UGC Convention 15°.



LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Rex 2°. Berlitz 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. UGC Gobelins 13°. Montparnos 14°.

CAL
de B. McLaverty

Le conflit entre les communautés catholique et protestante d'Irlande du Nord, à travers une histoire d'amour. Cluny Ecoles 5° (vo).

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Hautefeuille 6° (vo). Publicis Elysées 8° (vo). Français 9°. Les 7 Parnassiens 14° (vo).

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

Forum Arc en Ciel 1° (vo). UGC Opéra 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo). UGC Boulevard 9°. Sept Parnassiens 14° (vo).

... et moins récents

DON GIOVANNI.
de J. Losey.

L'opéra de Mozart avec de grands interprètes. Et aussi un très beau film. Cluny Palace 5° (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Les méfaits de la « civilisation » sur une tribu de Boshimans du désert du Kalahari, au Botswana. Chaleureux et désopilant. Capri 2°.

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique. Balzac 8° (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.
de Franco Brusati.

Un travailleur immigré italien ne parvient pas à trouver sa place en Suisse. Une satire mordante de la Suisse prospère. Saint-Michel 5° (vo).

La horde des rouleurs de mécanique

Elle commence bien, l'année 1985, avec le rallye Paris-Dakar ! Tout un symbole, en quelque sorte, que cette horde de spécimens du monde occidental en voie de nette dégénérescence.

Evidemment, tout ce beau monde roule surtout des mécaniques. Quoi d'autre, sinon ? Voilà donc partis, pour 14 000 kilomètres, cent cinquante deux-roues, trois cent cinquante automobiles et cinquante camions. Et sur leurs selles ou à leurs volants, quelques personnalités dont le métier est de paraître, des vedettes d'aventures préfabriquées.

« Affronter le danger, risquer de se retrouver largué dans le néant à cause d'une panne mécanique et ne devoir compter que sur soi-même pour s'en sortir... Le Paris-Dakar est d'abord pour soi une épreuve de vérité », peut-on lire dans *Le Figaro* !

Il faut être un pilier de salle de rédaction empuissérée pour s'ébahir de la « leçon de courage » que représenterait la participation au Paris-Dakar. Car, de Cergy-Pontoise à Dakar, on ne peut pas dire que la cohorte des prétendus héros prenne de gros risques. Le danger, il est plutôt pour les autres, pour ceux qui sont sur le parcours et risquent d'être fauchés par les bolides, comme c'est déjà arrivé à quatre personnes, avant que la caravane ne traverse la Méditerranée !

Pour le reste, les risques sont tout au plus ceux que prennent les « fous du volant » un week-end sur l'autoroute. Mais par ailleurs les « héros » font le périple avec des réserves de nourriture, des réserves de carburant, des réserves de boissons, des réserves de journalistes ou caméramen et des réserves de médecins et infirmières aux aguets des moindres bobos ! L'aventure tout confort, en quelque sorte. De la savane, ils connaissent bien plus l'eau de toilette que les conditions de vie.

Et puis, voyons un peu ces héros d'aujourd'hui ! Ceux dont la presse fait ses délices. Des acteurs professionnels, baroudeurs de métier comme les Claude Brasseur ou autres Sardou ! Des coureurs automobiles ou motocyclistes comme Jacky Icks, tourneurs en rond professionnels, par griserie de pacotille ou moyen-nant finances ! Ou alors des princesses ou autres rejetons oisifs de familles aristocratiques en voie d'extinction, comme cette Caroline de Monaco qui va mettre ses petites menottes dans le cambouis d'un seize tonnes ! Le fils Thatcher, cette année, n'est pas sur la ligne de départ. Sa mère l'a peut-être consigné à la maison, de crainte du ridicule qu'il s'était payé l'an dernier en se perdant quelques jours dans les sables, avec une petite amie, certes...

Eh non, ces gens-là sont loin d'être les plus beaux spécimens de l'humanité. Ce sont des professionnels du spectacle ou de l'exhibitionnisme, du tape-à-l'œil.

La grande presse chiffre à quelque 150.000 francs, véhicule non compris, la somme dont il faut disposer pour participer à ce rallye de fin de siècle.

Alors, en toute indécence, cette triste cohorte va traverser des pays — l'Algérie, le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal —, des déserts où les populations, elles, connaissent la vraie aventure quotidienne de la faim, le vrai risque de la pauvreté qui peut coûter la vie, le vrai courage dans la lutte pour la vie. Les participants au rallye ne vont certes pas voir grand-chose. Ils passent trop vite pour cela et n'ont pas d'yeux ni de cœur pour voir. Mais malheureusement — et c'est la seule chose qu'on puisse regretter — c'est un peu en notre nom à tous qu'ils vont faire les zorros. Si toutefois ils paraissent pour tels.

Car il n'est pas sûr qu'ils en mettent plein la vue — si ce n'est de la poussière — à ces populations d'ex-morceaux de l'empire colonial français qui marchent à pied. Il n'est pas sûr qu'ils vont éblouir ceux qu'on dit « sous-développés ». Plus probablement, ils les confirmeront dans leur mépris et leur haine d'une civilisation dont les exploits, de cruels qu'ils étaient il y a cent ans, sont devenus minables et dérisoires.

M.V.



Pour le grand show Paris-Dakar, la pub est en vedette... (AFP)



... et les vedettes se font de la pub. Faut que ça roule ! (AFP)

Le suicidé aurait été... « suicidé »

L'affaire du lieutenant-colonel Nut, retrouvé mort en février 1983, rebondit. Jusqu'à présent, la police estimait que cet « honorable correspondant » (entendez : le chef du contre-espionnage français pour le sud-est de la France) s'était suicidé. Il n'en est rien. Le magistrat instructeur a fini par adopter l'hypothèse de l'assassinat, jusqu'à présent écartée par les policiers.

Il est vrai que la thèse du suicide pour des raisons personnelles ne rendait pas les choses bien commodes. Un journaliste s'en était d'ailleurs gaussé : « Fallait-il qu'il soit amoureux, cet homme, pour arriver à se tirer une balle der-

rière la tête, en se contorsionnant comme un véritable acrobate, avant de lancer, une fois la tête éclatée, son magnum 357 quatre mètres derrière lui ! ».

Depuis que la justice a changé d'hypothèse, on en a appris de belles ! Les éclats de métal dans la tête du « suicidé » ne provenaient pas de son revolver — près de deux ans pour faire connaître ce détail !

Enfin, ce « suicidé » avait un comportement d'autant plus étrange, dans ses déclarations d'intentions, qu'il avait confié à un intime : « Je suis sur un gros coup qui va faire du bruit ». En effet, ça a fait du

bruit !

Il reste maintenant au juge d'instruction à trouver le coupable. Cela ne va pas être facile. La presse reparle de la filière bulgare, des deux hommes d'affaires britanniques trouvés assassinés sans explication, en attendant demain peut-être Carlos ou Kadhafi. Et il y a peu de chances que le juge trouve beaucoup d'aide du côté du contre-espionnage français, surtout préoccupé que cette affaire ne fasse pas de vagues.

Et si ce Nut, l'agent double, avait vraiment eu une double vie ? Et s'il avait été vraiment amoureux ?

J.F.

Ah ! ça ira, ça ira...

Deux syndicalistes britanniques figurent dans la liste des distinctions traditionnellement accordées par la reine d'Angleterre à l'occasion du nouvel an. Lionel Murray, ancien secrétaire du TUC (Trade Union Congress), et Francis Chapple, ancien dirigeant du syndicat des électriciens, ont été anoblis, sur proposition de Margaret Thatcher : ils siègeront maintenant à la Chambre des lords. Il est vrai que l'un et l'autre s'étaient fait remarquer par

leur attaque contre des syndicalistes « jusqu'aboutistes » et en particulier Scargill, dirigeant du syndicat des mineurs.

En tout cas, de l'aristocratie ouvrière à l'aristocratie tout court, il n'y a qu'un pas.

En France, tradition républicaine oblige, un Jacques Chérèque, dirigeant de la CFDT, a été promu « commissaire de la République », lui, c'est-à-dire préfet. Ça fait plus sans-culotte, mais ça revient au même.